



Budget supplémentaire des dépenses (C) 2022-2023

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2023

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada,
représenté par le président du Conseil du Trésor, 2023

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90, rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue : BT31-2/1F-PDF
ISBN ou ISSN : 1702-515X

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Supplementary Estimates (C), 2022-23

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2022-2023

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2023

BUDGET DES DÉPENSES 2022-2023

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2022-2023

Introduction

Pour effectuer des dépenses, le gouvernement doit recevoir l'approbation du Parlement, soit par le biais d'une loi adoptée précédemment, soit sur une base annuelle par la présentation et l'adoption de projets de loi de crédits. Avant l'introduction de chaque projet de loi de crédits, la présidente du Conseil du Trésor dépose une publication du budget (principal ou supplémentaire) des dépenses au Parlement afin de fournir des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenser demandées.

Alors que le Budget principal des dépenses donne un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice financier à venir, les Budgets supplémentaires des dépenses présentent des renseignements sur les besoins relatifs aux dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffés lors de la préparation du Budget principal des dépenses ou qui ont été précisés après le dépôt de celui-ci pour tenir compte de l'évolution de certains programmes et services.

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2022-2023 est le troisième et dernier des budgets supplémentaires des dépenses prévus pour le présent exercice.

Points saillants

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2022-2023 présente un total de 10,3 milliards de dollars en dépenses budgétaires supplémentaires, ce qui reflète 4,7 milliards de dollars à approuver et une augmentation de 5,6 milliards de dollars des dépenses législatives prévues.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2022-2023				Total
	Budget principal	Budget supplémentaire			
	A	B	C		
	(dollars)				
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	190 312 584 394	8 795 403 218	20 796 964 176	4 680 112 624	224 585 064 412
Postes législatifs	207 262 949 827	859 623 605	4 985 356 119	5 592 269 446	218 700 198 997
Total des dépenses budgétaires	397 575 534 221	9 655 026 823	25 782 320 295	10 272 382 070	443 285 263 409
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	227 703 003	.....	.....	.....	227 703 003
Postes législatifs	138 973 821	.....	1 950 000 000	(2 951 205)	2 086 022 616
Total des dépenses non budgétaires	366 676 824	.....	1 950 000 000	(2 951 205)	2 313 725 619

Si elles sont approuvées par le Parlement, les dépenses budgétaires votées augmenteraient de 4,7 milliards de dollars (2,1 %) et atteindraient un total de 224,6 milliards de dollars. Les principaux organismes responsables et objectifs des nouvelles dépenses votées sont les suivants :

- ministère de la Défense nationale – fournir une aide militaire (500,0 millions de dollars), donner de la formation et renforcer les capacités (56,5 millions de dollars) pour appuyer les forces armées ukrainiennes et les missions à l'étranger au Moyen Orient, en Europe centrale et

orientale et en Afrique (deux postes totalisant 183,5 millions de dollars);

- ministère des Services aux Autochtones – rembourser les dépenses engagées pour les activités d'intervention et de rétablissement en cas d'urgence (271,1 millions de dollars) et des fonds supplémentaires pour veiller à ce que les enfants des Premières Nations puissent accéder aux produits, aux services et aux mesures de soutien, conformément au principe de Jordan (170,9 millions de dollars);
- ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement – aider les pays en développement à composer avec les conséquences des changements climatiques (370,0 millions de dollars) et financer les mesures visant à prévenir la pandémie et à y répondre (50,0 millions de dollars);
- ministère de l'Emploi et du Développement social – radier les créances irrécouvrables pour les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis (227,5 millions de dollars);
- Agence du revenu du Canada – maintenir la capacité dans ses centres d'appels (213,8 millions de dollars);
- ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration – offrir une aide financière transitoire aux Ukrainiens au Canada dans le cadre du programme Autorisation de voyage d'urgence Canada Ukraine (170,0 millions de dollars).

Les initiatives pour lesquelles plusieurs organisations demandent des fonds comprennent le renouvellement de la réglementation du cannabis, la Stratégie pour le Moyen-Orient et le Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada. Une liste complète de ces postes horizontaux figure dans l'annexe en ligne.

Tenant compte de ces activités et d'autres activités, trois organisations demandent chacune au moins 500 millions de dollars (à l'exclusion des transferts) pour favoriser l'atteinte de leurs priorités :

- le ministère de la Défense nationale (897,7 millions de dollars);
- le ministère des Services aux Autochtones (764,1 millions de dollars);
- le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (589,1 millions de dollars).

Les changements apportés aux prévisions des dépenses législatives, notamment aux prévisions à jour des frais d'intérêts et des prestations aux personnes âgées publiées dans l'Énoncé économique de l'automne de 2022, sont indiqués dans le présent budget des dépenses afin de fournir des renseignements supplémentaires concernant le total des dépenses estimées des organisations. Les dépenses budgétaires législatives devraient augmenter de 5,6 milliards de dollars (2,6 %) et atteindre un total de 218,7 milliards de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à ce qui suit :

- une augmentation de 6,6 milliards de dollars des intérêts sur la dette non échue, en raison des taux d'intérêt à court terme plus élevés et de l'incidence de l'inflation élevée sur les obligations à rendement réel;
- une augmentation de 1,1 milliard de dollars concernant les versements des prestations de la Sécurité de la vieillesse, d'après les prévisions à jour du taux mensuel moyen, du nombre de bénéficiaires et des montants relatifs aux remboursements des prestations;
- une somme de 1,1 milliard de dollars destinée aux versements d'une prestation unique pour logement locatif, ainsi qu'à l'administration et à l'application de la *Loi sur la prestation pour logement locatif*;
- une diminution de 2,5 milliards de dollars des paiements versés à la Banque de l'infrastructure du Canada.

Principaux postes

La liste ci-dessous présente les principales initiatives votées, qui sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour obtenir l'approbation du Parlement.

Ministère de la Défense nationale : 500,0 millions de dollars

Fonds destinés à fournir l'aide militaire à l'Ukraine

Ce financement permettra aux entités admissibles d'acheter ou de fournir à l'Ukraine de l'équipement militaire, de surveillance et de communications, de l'essence et des fournitures médicales pour l'aider à défendre sa souveraineté.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement : 370,0 millions de dollars

Fonds destinés à aider les pays en développement à faire face aux répercussions des changements climatiques

Ce financement, qui provient des initiatives de contribution multidonateurs du Canada, augmentera l'aide offerte aux pays en développement pour évoluer vers une économie à faibles émissions de carbone, résiliente au climat et positive pour la nature en vue d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Ministère des Services aux Autochtones : 271,1 millions de dollars

Fonds destinés à rembourser les Premières Nations et les fournisseurs de services de gestion des urgences pour les activités d'intervention et de rétablissement dans les réserves

Ce financement servira à rembourser aux communautés des Premières Nations, aux municipalités, aux provinces, aux territoires et aux

fournisseurs de services d'urgence non gouvernementaux les dépenses engagées pour les activités d'intervention et de rétablissement dans les réserves partout au Canada. Par urgences, on entend les catastrophes naturelles, la perte de services essentiels et les crises sanitaires.

Ministère de l'Emploi et du Développement social : 227,5 millions de dollars

Fonds destinés à la radiation des créances irrécouvrables dues à la Couronne pour des prêts canadiens aux étudiants et les prêts canadiens aux apprentis

Les prêts canadiens aux étudiants accordent une aide financière aux étudiants de niveau postsecondaire, tandis que les prêts canadiens aux apprentis offrent des formations dans des métiers désignés. Ce financement permettra de radier 23 142 créances à l'égard desquelles tous les efforts de recouvrement raisonnables ont été déployés. Conformément aux pratiques comptables courantes, les prêts non remboursés sont radiés régulièrement.

Agence du revenu du Canada : 213,8 millions de dollars

Fonds destinés à assurer la viabilité des centres d'appels après la pandémie

L'Agence prévoit recevoir 5 millions d'appels de particuliers et 1,6 million d'appels d'entreprises en 2022-2023. Ce financement sera réservé aux agents d'appel, aux fonctions de soutien et aux services internes connexes. Les fonds aideront l'Agence à préserver sa capacité et ses niveaux de services actuels.

Ministère des Services aux Autochtones : 170,9 millions de dollars

Fonds destinés à la poursuite de la mise en œuvre du principe de Jordan

Ce financement veillera à ce que les enfants des Premières Nations puissent accéder aux produits, aux services et au soutien dont ils ont besoin en matière de santé, de services sociaux et d'éducation.

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration : 170,0 millions de dollars

Fonds destinés à l'approche en matière d'immigration adoptée en raison de la situation en Ukraine

Ce financement permettra d'offrir une aide financière transitoire aux ressortissants ukrainiens et aux membres de leur famille qui sont au Canada dans le cadre du programme Autorisation de voyage d'urgence Canada Ukraine.

Ministère de la Défense nationale : 167,8 millions de dollars

Fonds destinés à appuyer la contribution militaire du Canada à la Coalition mondiale de lutte contre Daech (opération IMPACT), aux mesures d'apaisement et de dissuasion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Europe centrale et orientale (opération REASSURANCE) et aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique (opération PRESENCE)

Ces fonds serviront à appuyer les missions à l'étranger, y compris la formation militaire et le renforcement des capacités des partenaires internationaux, les opérations antiterroristes, le déploiement de forces opérationnelles et les contributions aux missions de maintien de la paix des Nations Unies. Les missions promeuvent la paix et la sécurité au Moyen-Orient, en Europe centrale et orientale et en Afrique.

Comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2022 et des budgets des dépenses

Le rapprochement présenté ci-dessous a pour but de donner des précisions sur le lien entre les chiffres indiqués dans l'Énoncé économique de l'automne de 2022 et les budgets des dépenses de 2022-2023. Ce rapprochement permet une comparaison et une étude plus efficaces de la manière dont les besoins de trésorerie figurant aux budgets des dépenses sont calculés à partir du plan budgétaire établi selon la comptabilité d'exercice.

Comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2022 et des budgets des dépenses à ce jour en 2022-2023

	2022-2023 (milliards de dollars)
Budget des dépenses à ce jour en 2022-2023	443,3
Notamment :	
En lien avec le budget fédéral de 2022	10,9
Plus : Postes non compris dans les budgets des dépenses	57,1
Notamment :	
Prestations d'assurance-emploi	24,8
Allocation canadienne pour enfants	24,9
Autres crédits d'impôt et remboursements	7,4
Plus : Recettes nettes	13,8
Moins : Rajustements comptables et autres	(41,7)
Énoncé économique de l'automne de 2022 (Total – Dépenses projetées pour 2022-2023)	472,5

Postes non compris dans les budgets des dépenses

Dans l'Énoncé économique de l'automne de 2022, les prévisions englobent toute la portée du cadre financier du gouvernement, y compris les recettes, les dépenses liées aux programmes et à l'impôt, les dépenses législatives comme les prestations d'assurance-emploi et les dispositions pour les obligations futures telles que les régimes de pensions de la fonction publique. La portée des budgets des dépenses est plus limitée que celle des prévisions dans l'Énoncé économique de l'automne. Les budgets des dépenses visent principalement à appuyer l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits, lesquels sont des instruments juridiques permettant d'autoriser certains paiements.

Les budgets des dépenses sont donc axés sur les besoins de trésorerie du gouvernement nécessitant des crédits du Parlement et excluent certains postes compris dans l'Énoncé économique de l'automne. Les coûts liés aux prestations d'assurance-emploi et aux prestations pour enfants sont les principales composantes des postes non compris dans les budgets des dépenses.

L'Allocation canadienne pour enfants est constituée en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et est considérée comme une dépense aux fins de la publication de l'information financière du gouvernement. Le Parlement n'autorise pas de dépense annuelle pour ce poste ni pour tout autre crédit d'impôt remboursable ou dépense fiscale.

La majorité des coûts de l'assurance-emploi sont payés directement à même le Compte des opérations de l'assurance-emploi plutôt qu'au moyen de crédits ministériels et ne sont donc pas inclus dans les budgets des dépenses.

Recettes nettes

Certaines dépenses sont financées par les recettes ministérielles. Les dépenses d'exercice indiquées dans l'Énoncé économique de l'automne sont présentées de façon « brute », donc les recettes sont incluses dans les prévisions de recettes établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, alors qu'elles sont affectées aux dépenses dans les budgets des dépenses.

Rajustements comptables et autres

Les budgets fédéraux, ainsi que les énoncés ou les mises à jour économiques, sont présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que les budgets des dépenses sont présentés selon la comptabilité de caisse modifiée. La comptabilité d'exercice reconnaît les recettes une fois générées et les dépenses une fois engagées, alors que la comptabilité de caisse reconnaît les espèces ou leur équivalent une fois qu'ils sont versés. Par conséquent, certains postes seront déclarés différemment dans les deux types de publication, par exemple les règlements judiciaires et les projets d'immobilisations. Cette catégorie comprend aussi les coûts liés aux sociétés d'État consolidées qui sont financées par leurs propres revenus, ainsi que des rajustements pour des postes qui ont été approuvés et réservés dans le cadre financier (au moment de l'Énoncé économique de l'automne et depuis ce temps).

Renseignements supplémentaires et techniques

Modifications apportées à la structure gouvernementale et aux autorisations votées

Les autorisations nouvelles ou modifiées qui suivent sont demandées au moyen de la loi de crédits pour le présent budget des dépenses :

- le ministère de l'Emploi et du Développement social ajoute le crédit 10 pour radier les créances de prêts d'études canadiens et de prêts canadiens aux apprentis;
- le ministère des Finances ajoute le crédit 15 pour fixer un paiement maximal au fonds d'affectation spéciale multidonateurs destiné à l'Ukraine de la Banque mondiale;
- le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement modifie le crédit 20 pour augmenter le montant maximal des paiements directs aux institutions financières internationales;
- l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce ajoute le crédit 1 pour autoriser les emprunts à des créanciers autres que la Couronne;
- les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée modifient le crédit 1 pour les paiements à la société liés à la prestation de services de soutien au Bureau de l'infrastructure du Canada concernant les projets au Québec.

Loi de crédits en 2022-2023

Les lois suivantes ont permis de fournir des crédits aux organisations tributaires d'affectations budgétaires :

- la *Loi de crédits n° 1 pour 2022-2023* prévoyait des crédits provisoires de l'ordre de 75 483 404 546 \$ pour répondre aux besoins des trois premiers mois de l'exercice;
- la *Loi de crédits n° 2 pour 2022-2023* prévoyait les crédits restants de l'ordre de 115 056 882 851 \$ pour le Budget principal des dépenses de 2022-2023;
- la *Loi de crédits n° 3 pour 2022-2023* prévoyait des crédits de l'ordre de 8 795 403 218 \$ pour les besoins en matière de dépenses présentés dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2022-2023;
- la *Loi de crédits n° 4 pour 2022-2023* prévoyait des crédits de l'ordre de 20 796 964 176 \$ pour les besoins en matière de dépenses présentés dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2022-2023.

En mars 2023, la présidente du Conseil du Trésor présentera un projet de loi visant à fournir les crédits nécessaires aux dépenses présentées dans le présent Budget supplémentaire des dépenses (C) de 2022-2023.

Renseignements déposés et en ligne

Pour cet exercice, la présidente du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend ce qui suit :

- les points saillants des besoins financiers supplémentaires et des demandes de financement importantes;
- une comparaison de l'Énoncé économique de l'automne et des dépenses prévues dans les budgets des dépenses de 2022-2023;
- un aperçu des modifications apportées à la structure gouvernementale et des nouvelles autorisations nécessaires;
- un résumé des lois de crédits pour l'exercice financier en cours;
- les détails du financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits que le Parlement doit approuver.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires suivants se trouvent également en ligne :

- une liste détaillée des dépenses législatives déclarées dans les budgets des dépenses;
- une ventilation exhaustive des dépenses prévues par article courant, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues selon l'objet, conformément au cadre de rapports ministériels de chaque organisation;
- une liste des postes horizontaux présentant des besoins de financement;
- les affectations bloquées dans les autorisations votées;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 129 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2022-2023. De ces organisations, 62 sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses, soit 4 à titre d'information et 58 pour l'examen par le Parlement.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2020-2021	Budget des dépenses à ce jour 2021-2022	Budget des dépenses 2022-2023		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	686 325 308	859 539 905	922 689 126	.....	922 689 126
Administration du pipe-line du Nord	236 169	571 820	572 250	.....	572 250
Agence canadienne d'évaluation d'impact	76 883 489	79 887 937	84 687 089	(5 555 000)	79 132 089
Agence canadienne d'inspection des aliments	809 563 619	841 330 587	891 485 091	31 894 323	923 379 414
Agence canadienne de développement économique du Nord	101 219 284	91 250 845	109 136 353	.....	109 136 353
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	550 375 899	548 599 111	715 154 112	.....	715 154 112
Agence de développement économique du Pacifique Canada	.....	154 657 784	341 731 433	21 960 263	363 691 696
Agence de la santé publique du Canada	8 757 759 632	16 736 186 393	11 784 743 690	32 796 516	11 817 540 206
Agence de promotion économique du Canada atlantique	575 045 616	455 591 783	465 983 897	500 000	466 483 897
Agence des services frontaliers du Canada	2 167 437 848	2 258 213 387	2 785 203 803	53 231 134	2 838 434 937
Agence du revenu du Canada	9 983 997 939	11 340 456 515	13 525 499 841	(89 513 785)	13 435 986 056
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	.....	22 047 446	133 619 343	2 500 000	136 119 343
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	692 746 495	426 117 490	703 927 815	994 868	704 922 683
Agence Parcs Canada	1 305 569 917	1 320 694 011	1 309 532 389	9 951 053	1 319 483 442
Agence spatiale canadienne	330 409 653	453 869 186	613 016 245	.....	613 016 245
Autorité du pont Windsor-Détroit	440 674 062	971 574 541	1 106 494 000	.....	1 106 494 000
Bibliothèque du Parlement	48 475 342	54 446 785	55 835 039	.....	55 835 039
Bibliothèque et Archives du Canada	130 379 206	155 678 293	250 424 567	.....	250 424 567
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	36 373 762	35 534 869	37 890 579	.....	37 890 579
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5 827 476	5 468 720	6 014 212	.....	6 014 212
Bureau de l'infrastructure du Canada	5 492 387 892	10 440 871 614	9 373 683 750	7 713 054	9 381 396 804
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	627 116 632	685 870 730	711 999 488	.....	711 999 488
Bureau du commissaire au renseignement	2 165 847	2 533 375	2 711 366	.....	2 711 366
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	7 061 080	7 670 110	8 143 039	.....	8 143 039
Bureau du Conseil privé	202 293 324	209 381 653	247 508 968	2 773 222	250 282 190
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	961 777	1 352 901	1 408 848	.....	1 408 848
Bureau du directeur des poursuites pénales	192 472 505	208 891 606	230 036 536	.....	230 036 536
Bureau du directeur général des élections	208 830 161	172 866 204	207 413 447	.....	207 413 447

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2020-2021	Budget des dépenses à ce jour 2021-2022	Budget des dépenses 2022-2023		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Bureau du directeur parlementaire du budget	6 096 099	7 246 196	7 401 122	.....	7 401 122
Bureau du secrétaire du gouverneur général	24 677 175	23 686 460	25 652 898	.....	25 652 898
Bureau du surintendant des institutions financières	199 627 403	200 750 762	220 521 651	.....	220 521 651
Bureau du vérificateur général	100 128 705	118 856 715	135 463 056	.....	135 463 056
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	11 705 653	15 511 637	11 566 778	.....	11 566 778
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	61 710 954	87 515 017	97 133 235	.....	97 133 235
Centre de la sécurité des télécommunications	779 685 543	796 790 141	933 610 195	14 405 266	948 015 461
Centre de recherches pour le développement international	145 652 683	155 251 325	156 191 340	2 845 200	159 036 540
Chambre des communes	610 110 361	561 408 931	581 381 455	.....	581 381 455
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	3 185 516	6 432 998	6 493 335	.....	6 493 335
Comité externe d'examen des griefs militaires	7 195 220	6 985 084	7 520 487	.....	7 520 487
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 391 658	5 665 323	6 109 231	.....	6 109 231
Commissariat au lobbying	4 888 378	5 219 899	5 807 908	.....	5 807 908
Commissariat aux langues officielles	22 663 084	22 206 232	23 414 587	.....	23 414 587
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	47 944 224	48 389 857	48 713 224	.....	48 713 224
Commission canadienne de sûreté nucléaire	139 527 021	143 850 667	151 820 252	3 730 056	155 550 308
Commission canadienne des droits de la personne	30 999 159	38 609 933	43 009 990	.....	43 009 990
Commission canadienne des grains	(11 845 907)	6 769 580	14 038 017	.....	14 038 017
Commission canadienne du lait	4 576 877	4 094 435	4 423 002	.....	4 423 002
Commission canadienne du tourisme	95 665 913	121 159 703	156 254 934	(29 440)	156 225 494
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	11 416 237	10 425 537	13 086 806	.....	13 086 806
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 946 675	4 852 883	5 217 214	.....	5 217 214
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	244 758 989	284 681 311	298 667 873	.....	298 667 873
Commission de la capitale nationale	153 713 387	187 981 730	192 675 076	.....	192 675 076
Commission de la fonction publique	93 561 358	91 848 552	99 445 685	1 770 645	101 216 330
Commission des champs de bataille nationaux	9 416 161	15 076 719	16 139 276	.....	16 139 276
Commission des débats des chefs	330 748	5 466 477	688 970	.....	688 970
Commission des libérations conditionnelles du Canada	57 744 963	62 540 992	75 042 012	.....	75 042 012
Commission du droit d'auteur	3 902 388	4 279 807	4 604 445	.....	4 604 445
Commission du droit du Canada	.....	.....	4 675 069	.....	4 675 069
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 975 239	12 194 293	10 379 194	.....	10 379 194

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2020-2021	Budget des dépenses à ce jour 2021-2022	Budget des dépenses 2022-2023		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Conseil canadien des normes	18 575 862	18 661 250	16 153 336	1 740 433	17 893 769
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	15 259 083	18 892 322	17 815 320	.....	17 815 320
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	39 335 110	17 947 335	24 195 916	.....	24 195 916
Conseil de recherches en sciences humaines	1 419 118 607	1 012 527 351	1 104 791 555	13 481 972	1 118 273 527
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 488 475 254	1 416 949 031	1 363 937 659	21 729 267	1 385 666 926
Conseil des Arts du Canada	428 631 145	510 389 080	423 489 601	(66 700)	423 422 901
Conseil national de recherches du Canada	1 648 655 313	1 616 242 939	1 548 221 368	61 064 788	1 609 286 156
Corporation commerciale canadienne	.....	.....	13 000 000	.....	13 000 000
École de la fonction publique du Canada	82 282 833	78 546 225	83 719 583	131 045	83 850 628
Énergie atomique du Canada limitée	940 740 678	1 228 304 417	1 326 573 883	.....	1 326 573 883
Fondation canadienne des relations raciales	.....	6 180 001	5 115 542	.....	5 115 542
Gendarmerie royale du Canada	3 827 365 703	4 099 390 480	4 837 053 820	175 388 678	5 012 442 498
Instituts de recherche en santé du Canada	1 503 461 560	1 390 047 422	1 352 623 724	10 606 734	1 363 230 458
Investir au Canada	29 622 107	34 271 556	35 309 034	.....	35 309 034
La Société des ponts fédéraux Limitée	6 061 390	18 497 000	5 303 000	.....	5 303 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	232 073 141	324 803 854	280 004 519	510 001	280 514 520
Marine Atlantique S.C.C.	140 567 000	149 875 667	158 520 769	.....	158 520 769
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	3 037 615 395	3 907 384 340	3 601 380 283	9 106 463	3 610 486 746
Ministère de l'Emploi et du Développement social	162 637 306 616	101 338 951 419	87 759 216 319	1 478 548 746	89 237 765 065
Ministère de l'Environnement	1 746 786 588	1 982 491 793	2 239 894 137	15 776 410	2 255 670 547
Ministère de l'Industrie	2 853 177 513	4 922 401 445	5 899 615 107	23 515 947	5 923 131 054
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	3 159 572 050	3 802 391 522	5 653 769 232	318 957 193	5 972 726 425
Ministère de la Défense nationale	26 827 037 837	25 737 937 313	27 499 477 301	933 368 429	28 432 845 730
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	907 497 946	654 740 800	563 152 334	23 568 645	586 720 979
Ministère de la Justice	832 853 145	905 885 104	1 000 304 327	5 640 842	1 005 945 169
Ministère de la Santé	3 116 652 943	8 513 035 907	5 917 602 892	503 469 186	6 421 072 078
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	777 373 633	1 180 243 242	3 317 895 485	147 151 951	3 465 047 436
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	9 341 706 896	8 329 830 320	8 927 973 928	583 153 609	9 511 127 537
Ministère des Anciens Combattants	4 836 633 503	6 318 730 513	5 606 047 320	97 503 651	5 703 550 971
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	219 463 386	236 507 753	327 097 858	529 762	327 627 620
Ministère des Finances	117 660 227 875	110 744 456 804	114 876 151 141	3 297 286 180	118 173 437 321
Ministère des Pêches et des Océans	3 346 987 381	4 828 551 810	4 767 403 654	104 236 001	4 871 639 655
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	5 391 042 033	7 046 265 332	13 664 358 007	117 554 369	13 781 912 376

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2020-2021	Budget des dépenses à ce jour 2021-2022	Budget des dépenses 2022-2023		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère des Ressources naturelles	1 401 833 512	2 813 495 928	3 973 880 052	17 309 112	3 991 189 164
Ministère des Services aux Autochtones	16 353 245 516	21 767 441 835	44 072 563 506	777 331 451	44 849 894 957
Ministère des Transports	1 897 164 688	2 623 253 597	3 426 471 082	77 200 758	3 503 671 840
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	4 446 870 947	5 311 050 960	4 903 414 274	11 478 210	4 914 892 484
Ministère du Patrimoine canadien	1 961 542 247	2 229 421 812	2 372 440 313	35 887 223	2 408 327 536
Musée canadien de l'histoire	81 526 259	84 580 111	77 558 634	.....	77 558 634
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	10 606 268	9 546 694	8 956 694	.....	8 956 694
Musée canadien de la nature	34 903 027	35 687 206	32 969 452	.....	32 969 452
Musée canadien des droits de la personne	29 187 388	29 336 716	30 816 799	.....	30 816 799
Musée des beaux-arts du Canada	54 490 639	51 956 671	50 373 308	.....	50 373 308
Musée national des sciences et de la technologie	38 544 965	43 117 196	39 652 429	(49 565)	39 602 864
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	.....	.....	.....	1	1
Office des transports du Canada	41 397 229	43 914 654	43 672 016	.....	43 672 016
Office national du film	71 749 922	70 644 492	75 400 266	.....	75 400 266
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	14 604 139	20 065 557	21 623 436	.....	21 623 436
Régie canadienne de l'énergie	99 832 928	108 293 192	108 126 214	10 960 354	119 086 568
Registraire de la Cour suprême du Canada	39 232 191	39 635 739	45 225 296	.....	45 225 296
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	12 251 375	31 394 919	29 801 780	.....	29 801 780
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	4 665 243	6 030 478	6 429 900	.....	6 429 900
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	2 431 245	3 648 039	3 821 756	.....	3 821 756
Secrétariat du Conseil du Trésor	3 230 779 736	9 663 816 793	5 492 750 106	152 833 228	5 645 583 334
Sénat	117 199 504	115 563 738	121 821 702	.....	121 821 702
Service administratif des tribunaux judiciaires	104 702 994	107 558 215	108 676 370	3 055 800	111 732 170
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	68 149 589	74 580 873	84 735 813	.....	84 735 813
Service canadien du renseignement de sécurité	676 899 701	629 442 558	685 325 673	7 157 799	692 483 472
Service correctionnel du Canada	2 931 216 086	3 043 758 610	3 331 364 771	.....	3 331 364 771
Service de protection parlementaire	73 786 578	90 753 007	100 749 866	5 648 459	106 398 325
Services partagés Canada	2 312 197 273	2 200 841 666	2 895 718 623	(15 108 109)	2 880 610 514
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 876 263 646	5 144 252 458	4 287 980 429	1 118 617 245	5 406 597 674
Société canadienne des postes	22 209 960	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société du Centre national des Arts	59 238 129	59 920 409	64 292 417	1 926 860	66 219 277
Société Radio-Canada	1 366 915 479	1 250 423 241	1 287 296 942	.....	1 287 296 942
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	22 275 271	32 217 110	36 745 073	.....	36 745 073

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2020-2021	Budget des dépenses à ce jour 2021-2022	Budget des dépenses 2022-2023		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Statistique Canada	621 318 868	893 545 058	653 949 933	24 062 135	678 012 068
Téléfilm Canada	132 308 241	295 355 601	311 108 479	.....	311 108 479
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	10 505 680	11 215 236	12 591 480	2 973 070	15 564 550
VIA Rail Canada Inc.	651 558 580	900 018 544	1 091 193 735	5 177 062	1 096 370 797
Total budgétaire	436 696 706 367	413 846 225 057	434 112 571 206	10 272 382 070	444 384 953 276
Non budgétaire					
Commission canadienne du lait	(21 366 517)	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	25 288 431	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Emploi et du Développement social	1 401 936 776	237 433 472	(205 643 530)	(2 951 205)	(208 594 735)
Ministère de l'Industrie	7 503 000 000	800 000	800 000	.....	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	(11 405 611)	.....	.....	.....	.....
Ministère de la Défense nationale	(2 736 588)	.....	.....	.....	.....
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	38 363 238	301 602 233	348 321 231	.....	348 321 231
Ministère des Finances	46 682 276 764	3 305 109 002	2 311 709 001	.....	2 311 709 001
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	18 572 316	25 903 000	25 903 000	.....	25 903 000
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	(5 198 509)	.....	1	.....	1
Service correctionnel du Canada	(33)	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(170 911 067)	3 209 467 541	(164 412 879)	.....	(164 412 879)
Total non budgétaire	55 457 819 200	7 080 315 248	2 316 676 824	(2 951 205)	2 313 725 619

Note : Le tableau « Budget des dépenses par organisation » comprend des crédits répartis sur deux ans de l'ordre de 178 489 543 \$ pour l'Agence des services frontaliers du Canada et de 713 962 209 \$ pour l'Agence du revenu du Canada sous « Autorisations à ce jour » et « Autorisations proposées ». Ces deux agences ont le pouvoir de reporter à l'exercice 2022-2023 des fonds approuvés lors de l'exercice 2021-2022. Les autres différences entre le tableau « Budget des dépenses par organisation » et le tableau « Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses » concernent les ajustements apportés aux dépenses législatives estimées pour les régimes d'avantages sociaux des employés.

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (C) 2022-2023

Détails par organisation

Agence canadienne d'évaluation d'impact	1
Agence canadienne d'inspection des aliments	2
Agence de développement économique du Pacifique Canada	4
Agence de la santé publique du Canada	6
Agence de promotion économique du Canada atlantique	9
Agence des services frontaliers du Canada	10
Agence du revenu du Canada	12
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	14
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	15
Agence Parcs Canada	16
Bibliothèque et Archives du Canada	18
Bureau de l'infrastructure du Canada	19
Bureau du Conseil privé	20
Centre de la sécurité des télécommunications	21
Centre de recherches pour le développement international	23
Commission canadienne de sûreté nucléaire	24
Commission canadienne du tourisme	26
Commission de la fonction publique	27
Conseil canadien des normes	28
Conseil de recherches en sciences humaines	29
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	31
Conseil des Arts du Canada	33
Conseil national de recherches du Canada	34
École de la fonction publique du Canada	36
Gendarmerie royale du Canada	37
Instituts de recherche en santé du Canada	39
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	41
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	42
Ministère de l'Emploi et du Développement social	44
Ministère de l'Environnement	47
Ministère de l'Industrie	49
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	51
Ministère de la Défense nationale	53
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	56
Ministère de la Justice	58
Ministère de la Santé	60
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	62
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	64
Ministère des Anciens Combattants	67
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	69
Ministère des Finances	70
Ministère des Pêches et des Océans	72
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	74
Ministère des Ressources naturelles	77
Ministère des Services aux Autochtones	79

Ministère des Transports	83
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	85
Ministère du Patrimoine canadien	87
Musée national des sciences et de la technologie	89
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	90
Régie canadienne de l'énergie	91
Secrétariat du Conseil du Trésor	92
Service administratif des tribunaux judiciaires	94
Service canadien du renseignement de sécurité	95
Service correctionnel du Canada	96
Service de protection parlementaire	97
Services partagés Canada	98
Société canadienne d'hypothèques et de logement	99
Société du Centre national des Arts	101
Statistique Canada	102
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	103
VIA Rail Canada Inc.	104

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	57 204 472	(405 000)	.....	56 799 472
5 Subventions et contributions	21 453 903	(5 150 000)	.....	16 303 903
Total des crédits	78 658 375	(5 555 000)	.....	73 103 375
Total des postes législatifs	6 028 714	.....	.....	6 028 714
Total des dépenses budgétaires	84 687 089	(5 555 000)	.....	79 132 089

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence canadienne d'évaluation d'impact au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour la recherche dans le domaine de l'évaluation d'impact

Crédit 1b (5 000)

Crédit 5 (150 000)

Total

(155 000)

Transfert de diverses organisations au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour un règlement extrajudiciaire

Crédit 1b **(400 000)**

Transfert de l'Agence canadienne d'évaluation d'impact au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer le Cadre de gestion de l'environnement de la Première Nation de Tsawwassen

Crédit 5 **(5 000 000)**

Total des transferts **(5 555 000)**

Total des dépenses budgétaires **(5 555 000)**

Agence canadienne d'inspection des aliments

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	688 071 497	.....	27 615 848	715 687 345
5b Dépenses en capital	50 263 973	.....	.....	50 263 973
Total des crédits	738 335 470	.....	27 615 848	765 951 318
Total des postes législatifs	153 149 621	.....	4 278 475	157 428 096
Total des dépenses budgétaires	891 485 091	.....	31 894 323	923 379 414

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à constituer une main-d'œuvre agile après la pandémie et soutenir la transformation numérique à long terme	Crédit 1c	14 669 659
Fonds destinés à la préparation, à la prévention et à la continuité commerciale dans le contexte de la peste porcine africaine (poste horizontal)	Crédit 1c	4 943 515
Fonds destinés à répondre à la crise actuelle de la galle verruqueuse de la pomme de terre à l'Île-du-Prince-Édouard (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	4 850 259
Fonds destinés à la préparation en cas d'incident de flambée épidémique liée au commerce d'animaux réglementés autres que le bétail et à la prévention d'un tel incident	Crédit 1c	2 674 642
Fonds destinés à la mise en œuvre et à l'application des modifications au Règlement sur les aliments et drogues	Crédit 1c	477 773
Total des crédits à adopter		27 615 848
Total des crédits législatifs		4 278 475
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne provenant des dépenses de fonctionnement (236 221 \$) aux Subventions au programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 1c	.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		31 894 323

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions au programme Solutions innovatrices Canada	613 779	236 221	850 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	87 649 621	4 278 475	91 928 096

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	27 386 810	.....	2 181 334	29 568 144
5c Subventions et contributions	311 588 527	.....	19 305 223	330 893 750
Total des crédits	338 975 337	.....	21 486 557	360 461 894
Total des postes législatifs	2 756 096	.....	473 706	3 229 802
Total des dépenses budgétaires	341 731 433	.....	21 960 263	363 691 696

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir le développement économique dans l'Ouest du Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	1 386 834
	Crédit 5c	13 775 000

Total 15 161 834

Fonds destinés à soutenir le rétablissement du village de Lytton en Colombie-Britannique	Crédit 1c	794 500
	Crédit 5c	5 530 223

Total 6 324 723

Total des crédits à adopter 21 486 557

Total des crédits législatifs 473 706

Total des dépenses budgétaires 21 960 263

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour le Programme de reconstruction durable des habitations de Lytton	.....	2 509 692	2 509 692
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	77 383 424	13 775 000	91 158 424
Contributions destinées au Programme de relance des entreprises de Lytton	.....	3 020 531	3 020 531

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 756 096	473 706	3 229 802

Agence de la santé publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	10 976 036 881	(17 399 200)	30 270 996	10 988 908 677
5c Dépenses en capital	43 707 181	16 000 000	.....	59 707 181
10c Subventions et contributions	684 237 562	(1 199 701)	2 395 000	685 432 861
Total des crédits	11 703 981 624	(2 598 901)	32 665 996	11 734 048 719
Total des postes législatifs	80 762 066	.....	2 729 421	83 491 487
Total des dépenses budgétaires	11 784 743 690	(2 598 901)	35 395 417	11 817 540 206

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à renforcer la capacité du Canada à détecter les incidents de santé publique et les urgences grâce aux données et à l'évaluation des risques, et à intervenir (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	16 632 125
	Crédit 10c	1 750 000

Total 18 382 125

Fonds destinés à maintenir l'accès à la preuve canadienne de vaccination contre la COVID-19 pour appuyer la mobilité et l'application de mesures de santé publique (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	12 935 128
	Crédit 10c	645 000

Total 13 580 128

Fonds destinés au renouvellement du cadre fédéral pour la légalisation et la réglementation du cannabis au Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	703 743
--	-----------	---------

Total des crédits à adopter 32 665 996

Total des crédits législatifs 2 729 421

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer l'harmonisation et la normalisation de la formation sur les bonnes pratiques de fabrication à l'échelle internationale	Crédit 10c	218 200
--	------------	---------

Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer les activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques liées aux pesticides et aux biocides	Crédit 10c	145 000
---	------------	---------

Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer le projet de recherche international de l'Organisation de coopération et développement économiques sur l'évaluation économique des avantages sociaux de la gestion des produits chimiques	Crédit 10c	40 000
---	------------	--------

Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour l'achat d'équipement de tests diagnostiques	Crédit 1c	(16 000 000)
	Crédit 5c	16 000 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de la Santé pour appuyer l'élaboration et la mise à jour des codes médicaux normalisés liés aux vaccins utilisés dans les registres d'immunisation	Crédit 1c	(54 000)
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer le bien-être mental dans les communautés inuites touchées par la pandémie de COVID-19	Crédit 10c	(200 000)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones et de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de l'Emploi et du Développement social pour l'Initiative de transformation de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 10c	(357 901)
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de l'Emploi et du Développement social pour appuyer la participation des Autochtones au Plan d'action pour l'inclusion des personnes en situation de handicap et à la Stratégie nationale sur l'autisme	Crédit 10c	(400 000)
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de la Santé à l'appui de l'interopérabilité des dossiers de vaccins partout au Canada	Crédit 10c	(645 000)
Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada au Centre de recherches pour le développement international pour financer un essai clinique du vaccin contre l'Ebolavirus Soudan	Crédit 1c	(1 345 200)
Total des transferts		(2 598 901)
Total des dépenses budgétaires		32 796 516

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	92 336 244	1 300 000	93 636 244
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé	3 059 723	403 200	3 462 923
Contributions			
Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	79 441 667	250 000	79 691 667

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 349 324	2 729 421	70 078 745

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	75 191 552	.....	.....	75 191 552
5c Subventions et contributions	381 761 284	500 000	.....	382 261 284
Total des crédits	456 952 836	500 000	.....	457 452 836
Total des postes législatifs	9 031 061	.....	.....	9 031 061
Total des dépenses budgétaires	465 983 897	500 000	.....	466 483 897

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour appuyer l'établissement d'un projet de transformation secondaire des produits laitiers à Terre-Neuve-et-Labrador	Crédit 5c	500 000
---	-----------	----------------

Total des transferts

500 000

Total des dépenses budgétaires

500 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	73 177 643	500 000	73 677 643

Agence des services frontaliers du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 282 785 507	6 724 690	40 858 545	2 330 368 742
5c Dépenses en capital	270 497 409	1 328 960	.....	271 826 369
Total des crédits	2 553 282 916	8 053 650	40 858 545	2 602 195 111
Total des postes législatifs	231 920 887	.....	4 318 939	236 239 826
Total des dépenses budgétaires	2 785 203 803	8 053 650	45 177 484	2 838 434 937

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux gardes de sécurité contractuels pour assurer les soins et le contrôle des détenus dans les centres de surveillance de l'immigration	Crédit 1c	16 385 501
Fonds destinés à la stabilisation et à l'intégrité du système d'octroi de l'asile au Canada (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1c	12 190 883
Fonds destinés au renouvellement du cadre fédéral pour la légalisation et la réglementation du cannabis au Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	7 968 485
Fonds destinés à la lutte contre la migration irrégulière vers le Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	3 820 279
Fonds destinés à la préparation, à la prévention et à la continuité commerciale dans le contexte de la peste porcine africaine (poste horizontal)	Crédit 1c	493 397

Total des crédits à adopter **40 858 545**

Total des crédits législatifs **4 318 939**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de Services partagés Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour le Programme de protection des passagers amélioré	Crédit 1c	4 700 000
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour administrer les exigences relatives à l'importation en vertu de la <i>Loi sur les armes à feu</i>	Crédit 1c	1 700 000
Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada pour le Centre de soutien pour les transporteurs aériens	Crédit 1c	1 653 650

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour le Programme de la protection des passagers	Crédit 1c	(1 328 960)
	Crédit 5c	1 328 960

Total

Total des transferts **8 053 650**

Total des dépenses budgétaires **53 231 134**

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	231 920 887	4 318 939	236 239 826

Agence du revenu du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	4 985 590 650	.....	337 177 267	5 322 767 917
5b Dépenses en capital	114 517 875	.....	.....	114 517 875
Total des crédits	5 100 108 525	.....	337 177 267	5 437 285 792
Total des postes législatifs	8 425 391 316	.....	(426 691 052)	7 998 700 264
Total des dépenses budgétaires	13 525 499 841	.....	(89 513 785)	13 435 986 056

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à assurer la viabilité des centres d'appels après la pandémie	Crédit 1c	213 791 247
Fonds destinés à l'administration de mesures fiscales visant à rendre le logement plus abordable	Crédit 1c	43 502 997
Fonds destinés à l'administration de la taxe sur l'utilisation non-productive d'habitations au Canada par des propriétaires étrangers non-résidents	Crédit 1c	21 202 969
Fonds destinés à l'administration de la taxe de luxe	Crédit 1c	18 160 257
Fonds destinés à l'administration du Programme d'embauche pour la relance économique du Canada	Crédit 1c	17 393 294
Fonds destinés à l'administration de mesures fiscales liées à la réforme fiscale internationale	Crédit 1c	15 068 089
Fonds destinés aux changements annuels des systèmes de technologie de l'information	Crédit 1c	3 300 634
Fonds destinés à l'administration des limitations relatives aux déductions d'intérêts excessives (budget fédéral de 2021)	Crédit 1c	2 693 331
Fonds destinés à l'administration de la déduction pour la mobilité de la main-d'œuvre pour les gens de métier (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	981 516
Fonds destinés à l'administration du renforcement des exigences en matière de déclaration pour les régimes enregistrés d'épargne-retraite et les fonds enregistrés de revenu de retraite (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	782 608
Fonds destinés à l'administration de la bonification de l'Allocation canadienne pour les travailleurs	Crédit 1c	300 325
Total des crédits à adopter		337 177 267
Total des crédits législatifs		(426 691 052)
Total des dépenses budgétaires		(89 513 785)

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Distribution des redevances sur les combustibles (paiement de l'incitatif à agir pour le climat) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	7 088 000 000	(520 000 000)	6 568 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	568 300 492	71 308 948	639 609 440
Distribution des redevances sur les combustibles et pour émissions excédentaires (aux provinces et territoires) en vertu des articles 165 et 188 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	19 000 000	22 000 000	41 000 000

Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	17 060 768	(2 500 000)	.....	14 560 768
5c Subventions et contributions	114 218 074	5 000 000	.....	119 218 074
Total des crédits	131 278 842	2 500 000	.....	133 778 842
Total des postes législatifs	2 340 501	.....	.....	2 340 501
Total des dépenses budgétaires	133 619 343	2 500 000	.....	136 119 343

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Ressources naturelles à l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario à l'appui d'un projet de raffinerie de cobalt

Crédit 5c

2 500 000

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour le programme de Croissance économique régionale par l'innovation

Crédit 1b

(2 500 000)

Crédit 5c

2 500 000

Total

.....

Total des transferts

2 500 000

Total des dépenses budgétaires

2 500 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	42 982 239	5 000 000	47 982 239

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	44 022 813	.....	827 893	44 850 706
5 Subventions et contributions	655 183 426	.....	.....	655 183 426
Total des crédits	699 206 239	.....	827 893	700 034 132
Total des postes législatifs	4 721 576	.....	166 975	4 888 551
Total des dépenses budgétaires	703 927 815	.....	994 868	704 922 683

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux besoins opérationnels critiques

Crédit 1c

827 893

Total des crédits à adopter

827 893

Total des crédits législatifs

166 975

Total des dépenses budgétaires

994 868

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 719 576	166 975	4 886 551

Agence Parcs Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	699 469 476	(13 971 327)	7 474 472	692 972 621
5b Dépenses en capital	273 041 405	(18 000 000)	.....	255 041 405
10c Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	21 258 071	34 078 327	.....	55 336 398
Total des crédits	993 768 952	2 107 000	7 474 472	1 003 350 424
Total des postes législatifs	315 763 437	.....	369 581	316 133 018
Total des dépenses budgétaires	1 309 532 389	2 107 000	7 844 053	1 319 483 442

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au rétablissement des infrastructures endommagées par l'ouragan Fiona dans les provinces de l'Atlantique et au Québec.	Crédit 1c	6 369 919
Fonds destinés à l'application de la <i>Loi sur l'évaluation d'impact</i> (poste horizontal)	Crédit 1c	1 104 553

Total des crédits à adopter

7 474 472

Total des crédits législatifs

369 581

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Ressources naturelles à l'Agence Parcs Canada pour un projet dans le cadre du programme 2 milliards d'arbres	Crédit 1c	2 200 000
---	-----------	------------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne afin d'appuyer la création et la désignation de nouveaux lieux historiques, parcs nationaux, aires marines nationales de conservation et d'autres aires patrimoniales protégées	Crédit 1c	(34 078 327)
	Crédit 10c	34 078 327

Total

.....

Réaffectation des ressources à l'interne pour les activités de pré-planification et de conception liées aux projets d'infrastructure	Crédit 1c	18 000 000
	Crédit 5b	(18 000 000)

Total

.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence Parcs Canada au ministère du Patrimoine canadien pour soutenir leur contribution à l'Association canadienne pour la conservation et la restauration des biens culturels	Crédit 1c	(20 500)
---	-----------	-----------------

Transfert de l'Agence Parcs Canada au ministère du Patrimoine canadien en compensation partielle pour le temps du personnel consacré au projet des Sciences du patrimoine culturel de Laboratoires Canada	Crédit 1c	(72 500)
Total des transferts		2 107 000
Total des dépenses budgétaires		9 951 053

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65 241 276	369 581	65 610 857

Bibliothèque et Archives du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	137 589 396	(5 400 000)	.....	132 189 396
5c Dépenses en capital	98 064 860	5 400 000	.....	103 464 860
Total des crédits	235 654 256	.....	.....	235 654 256
Total des postes législatifs	14 770 311	.....	.....	14 770 311
Total des dépenses budgétaires	250 424 567	.....	.....	250 424 567

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour payer les immobilisations

Crédit 1b (5 400 000)

Crédit 5c 5 400 000

Total

.....

Total des transferts

.....

Total des dépenses budgétaires

.....

Bureau de l'infrastructure du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	258 636 770	433 702	.....	259 070 472
5	Dépenses en capital	21 712 797	.....	.....	21 712 797
10c	Subventions et contributions	6 805 353 664	.....	7 279 352	6 812 633 016
Total des crédits		7 085 703 231	433 702	7 279 352	7 093 416 285
Total des postes législatifs		2 287 980 519	.....	.....	2 287 980 519
Total des dépenses budgétaires		9 373 683 750	433 702	7 279 352	9 381 396 804

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds PPP Canada

Crédit 10c

7 279 352

Total des crédits à adopter

7 279 352

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au Bureau de l'infrastructure du Canada pour la plateforme de production de rapports sur les résultats du projet Vers un chez-soi

Crédit 1c

943 702

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada à Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. pour des services professionnels liés aux consultants en inspection, aux études de programmes d'investissements et à l'expertise connexe

Crédit 1c

(510 000)

Total des transferts

433 702

Total des dépenses budgétaires

7 713 054

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Paiements pour les engagements du Fonds PPP Canada au titre de PPP Canada	7 279 352	7 279 352

Bureau du Conseil privé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	224 083 005	.....	2 773 222	226 856 227
Total des crédits	224 083 005	.....	2 773 222	226 856 227
Total des postes législatifs	23 425 963	.....	.....	23 425 963
Total des dépenses budgétaires	247 508 968	.....	2 773 222	250 282 190

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la Commission sur l'état d'urgence

Crédit 1c

2 773 222

Total des crédits à adopter

2 773 222

Total des dépenses budgétaires

2 773 222

Centre de la sécurité des télécommunications

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	877 595 358	9 535 665	4 199 870	891 330 893
Total des crédits	877 595 358	9 535 665	4 199 870	891 330 893
Total des postes législatifs	56 014 837	.....	669 731	56 684 568
Total des dépenses budgétaires	933 610 195	9 535 665	4 869 601	948 015 461

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la Stratégie du Canada au Moyen-Orient (poste horizontal)	Crédit 1c	2 359 732
Fonds destinés aux services de réseau, de sécurité et numériques pour les petits ministères et organismes (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	1 176 906
Fonds destinés à renforcer la capacité de la sécurité de la recherche au Canada (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1c	663 232
Total des crédits à adopter		4 199 870
Total des crédits législatifs		669 731

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de Services partagés Canada au Centre de la sécurité des télécommunications à l'appui du projet de gestion de l'information et des incidents de sécurité	Crédit 1c	5 403 589
Transfert de Services partagés Canada au Centre de la sécurité des télécommunications pour appuyer l'exploitation et le développement du projet Communications sécurisées pour l'Initiative nationale de leadership	Crédit 1c	3 092 001
Transfert du ministère de la Défense nationale au Centre de la sécurité des télécommunications pour la prestation de services de soutien à la gestion de l'information et aux technologies de l'information	Crédit 1c	2 250 075
Total des transferts		9 535 665
Total des dépenses budgétaires		14 405 266

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 014 837	669 731	56 684 568

Centre de recherches pour le développement international

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements au Centre	156 191 340	2 845 200	.....	159 036 540
Total des dépenses budgétaires	156 191 340	2 845 200	.....	159 036 540

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada au Centre de recherches pour le développement international pour financer un essai clinique du vaccin contre l'Ebolavirus Soudan	Crédit 1c	2 845 200
--	-----------	------------------

Total des transferts

2 845 200

Total des dépenses budgétaires

2 845 200

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	48 263 547	.....	3 580 800	51 844 347
Total des crédits	48 263 547	.....	3 580 800	51 844 347
Total des postes législatifs	103 556 705	.....	149 256	103 705 961
Total des dépenses budgétaires	151 820 252	.....	3 730 056	155 550 308

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'application de la *Loi sur l'évaluation d'impact* (poste horizontal) Crédit 1c **3 580 800**

Total des crédits à adopter **3 580 800**

Total des crédits législatifs **149 256**

Total des dépenses budgétaires **3 730 056**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	.....	200 000	200 000
Contributions			
Contributions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	.....	1 400 000	1 400 000
Programme d'aide financière aux participants	925 000	1 340 000	2 265 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 174 103	149 256	5 323 359

Commission canadienne du tourisme

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Paiements à la Commission	156 254 934	(29 440)	.....	156 225 494
Total des dépenses budgétaires	156 254 934	(29 440)	.....	156 225 494

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations à l'École de la fonction publique du Canada visant à favoriser l'accès à ses produits et services d'apprentissage commun	Crédit 1	(29 440)
--	----------	-----------------

Total des transferts

(29 440)

Total des dépenses budgétaires

(29 440)

Commission de la fonction publique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	87 520 510	(10 000)	1 432 258	88 942 768
Total des crédits	87 520 510	(10 000)	1 432 258	88 942 768
Total des postes législatifs	11 925 175	.....	348 387	12 273 562
Total des dépenses budgétaires	99 445 685	(10 000)	1 780 645	101 216 330

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la mise en œuvre des modifications apportées à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*

Crédit 1c

1 432 258

Total des crédits à adopter

1 432 258

Total des crédits législatifs

348 387

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de Services partagés Canada et de la Commission de la fonction publique au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le Projet d'accélération des capacités

Crédit 1c

(10 000)

Total des transferts

(10 000)

Total des dépenses budgétaires

1 770 645

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 925 175	348 387	12 273 562

Conseil canadien des normes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements au Conseil	16 153 336	(32 200)	1 772 633	17 893 769
Total des dépenses budgétaires	16 153 336	(32 200)	1 772 633	17 893 769

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la mise en œuvre des principaux éléments de la Charte canadienne du numérique (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1c	1 772 633
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter

		1 772 633
--	--	------------------

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations à l'École de la fonction publique du Canada visant à favoriser l'accès à ses produits et services d'apprentissage commun	Crédit 1c	(32 200)
--	-----------	-----------------

Total des transferts

		(32 200)
--	--	-----------------

Total des dépenses budgétaires

		1 740 433
--	--	------------------

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	43 749 157	39 755	1 309 954	45 098 866
5c Subventions	1 056 612 708	.....	11 960 022	1 068 572 730
Total des crédits	1 100 361 865	39 755	13 269 976	1 113 671 596
Total des postes législatifs	4 429 690	.....	172 241	4 601 931
Total des dépenses budgétaires	1 104 791 555	39 755	13 442 217	1 118 273 527

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	1 309 954
	Crédit 5c	11 960 022
Total		13 269 976

Total des crédits à adopter

13 269 976

Total des crédits législatifs

172 241

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines pour explorer l'établissement d'une solution commune de gestion des subventions	Crédit 1c	39 755
--	-----------	---------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention au Programme d'innovation dans les collèges et la communauté (400 000 \$) à la subvention Subventions et bourses	Crédit 5c
--	-----------	-------

Total des transferts

39 755

Total des dépenses budgétaires

13 481 972

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	16 975 702	11 960 022	28 935 724
Subventions et bourses	342 652 913	400 000	343 052 913

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <small>(dollars)</small>	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 321 728	172 241	4 493 969

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	60 086 742	974 042	.....	61 060 784
5c Subventions	1 297 368 602	(950 000)	21 705 225	1 318 123 827
Total des crédits	1 357 455 344	24 042	21 705 225	1 379 184 611
Total des postes législatifs	6 482 315	.....	.....	6 482 315
Total des dépenses budgétaires	1 363 937 659	24 042	21 705 225	1 385 666 926

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada (poste horizontal) Crédit 5c **21 705 225**

Total des crédits à adopter

21 705 225

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence canadienne d'évaluation d'impact au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour la recherche dans le domaine de l'évaluation d'impact Crédit 1c 5 000
Crédit 5c 150 000

Total **155 000**

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des Subventions et bourses pour financer sa part des coûts de la phase définition du projet de la Solution commune de gestion des subventions des trois organismes Crédit 1c 1 100 000
Crédit 5c (1 100 000)

Total

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines pour explorer l'établissement d'une solution commune de gestion des subventions Crédit 1c **(130 958)**

Total des transferts

24 042

Total des dépenses budgétaires

21 729 267

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	108 439 290	21 705 225	130 144 515

Conseil des Arts du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiements au Conseil	423 489 601	(66 700)	.....	423 422 901
Total des dépenses budgétaires	423 489 601	(66 700)	.....	423 422 901

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations à l'École de la fonction publique du Canada visant à favoriser l'accès à ses produits et services d'apprentissage commun	Crédit 1b	(66 700)
--	-----------	-----------------

Total des transferts

(66 700)

Total des dépenses budgétaires

(66 700)

Conseil national de recherches du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	532 853 951	3 845 238	34 142 906	570 842 095
5c Dépenses en capital	79 648 740	.....	25 400 000	105 048 740
10c Subventions et contributions	684 760 122	(3 845 238)	1	680 914 885
Total des crédits	1 297 262 813	.....	59 542 907	1 356 805 720
Total des postes législatifs	250 958 555	.....	1 521 881	252 480 436
Total des dépenses budgétaires	1 548 221 368	.....	61 064 788	1 609 286 156

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à moderniser l'infrastructure de recherche et développement	Crédit 1c	18 772 906
	Crédit 5c	24 050 000
Total		42 822 906

Fonds destinés à appuyer la décarbonation du secteur de la construction (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	15 370 000
	Crédit 5c	1 350 000
Total		16 720 000

Fonds destinés à autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 10c	1
Total des crédits à adopter		59 542 907
Total des crédits législatifs		1 521 881

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (2 000 000 \$) à la Subvention au titre du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	Crédit 10c	.....
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (50 000 \$) à la subvention Affiliations internationales	Crédit 10c	.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour le programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 1c	3 845 238
	Crédit 10c	(3 845 238)

Total		.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		61 064 788

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention au titre du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	28 600 000	2 000 000	30 600 000
Affiliations internationales	560 000	50 000	610 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 958 555	1 521 881	70 480 436

École de la fonction publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	67 998 616	131 045	.....	68 129 661
Total des crédits	67 998 616	131 045	.....	68 129 661
Total des postes législatifs	15 720 967	.....	.....	15 720 967
Total des dépenses budgétaires	83 719 583	131 045	.....	83 850 628

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de diverses organisations à l'École de la fonction publique du Canada visant à favoriser l'accès à ses produits et services d'apprentissage commun	Crédit 1c	251 045
--	-----------	----------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'École de la fonction publique du Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor à l'appui d'une solution de gestion de l'identité et d'authentification unique	Crédit 1c	(120 000)
---	-----------	------------------

Total des transferts

131 045

Total des dépenses budgétaires

131 045

Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	3 266 650 951	(1 390 111)	151 022 586	3 416 283 426
5c Dépenses en capital	372 078 051	(300 000)	12 713 494	384 491 545
10c Subventions et contributions	668 925 483	.....	1	668 925 484
Total des crédits	4 307 654 485	(1 690 111)	163 736 081	4 469 700 455
Total des postes législatifs	529 399 335	.....	13 342 708	542 742 043
Total des dépenses budgétaires	4 837 053 820	(1 690 111)	177 078 789	5 012 442 498

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux rajustements en cours d'année du financement des services de police contractuels	Crédit 1c	76 849 949
	Crédit 5c	12 713 494

Total

89 563 443

Fonds destinés aux coûts des soins de santé au travail et des soins de santé complémentaires	Crédit 1c	40 380 033
--	-----------	-------------------

Fonds destinés à appuyer les coûts de sécurité relativement à la visite du pape en juillet 2022	Crédit 1c	28 186 176
---	-----------	-------------------

Fonds destinés au renouvellement du cadre fédéral pour la légalisation et la réglementation du cannabis au Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	5 606 428
--	-----------	------------------

Fonds destinés à autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 10c	1
--	------------	----------

Total des crédits à adopter

163 736 081

Total des crédits législatifs

13 342 708

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à la Gendarmerie royale du Canada pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	Crédit 1c	248 189
--	-----------	----------------

Transfert du Service administratif des tribunaux judiciaires à la Gendarmerie royale du Canada pour l'exécution de vérifications de dossiers pour les services d'application de la loi	Crédit 1c	61 700
--	-----------	---------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11) (300 000 \$) à la subvention Plan de prestations des survivants de la GRC	Crédit 10c
---	------------	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de la Gendarmerie royale du Canada au ministère de la Défense nationale pour l'aliénation de terrains à Chilliwack	Crédit 5c	(300 000)
--	-----------	------------------

Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour administrer les exigences relatives à l'importation en vertu de la <i>Loi sur les armes à feu</i>	Crédit 1c	(1 700 000)
Total des transferts		(1 690 111)
Total des dépenses budgétaires		175 388 678

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Plan de prestations des survivants de la GRC	2 586 483	300 001	2 886 484

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	456 145 133	11 540 159	467 685 292
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 254 202	1 802 549	70 056 751

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	74 196 382	91 203	152 000	74 439 585
5c Subventions	1 269 266 065	(1 500 000)	11 831 131	1 279 597 196
Total des crédits	1 343 462 447	(1 408 797)	11 983 131	1 354 036 781
Total des postes législatifs	9 161 277	.....	32 400	9 193 677
Total des dépenses budgétaires	1 352 623 724	(1 408 797)	12 015 531	1 363 230 458

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada (poste horizontal)	Crédit 5c	10 631 131
Fonds destinés à appuyer les efforts pour accroître les connaissances sur la démence et la santé du cerveau (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	152 000
	Crédit 5c	1 200 000
Total		1 352 000
Total des crédits à adopter		11 983 131
Total des crédits législatifs		32 400
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines pour explorer l'établissement d'une solution commune de gestion des subventions	Crédit 1c	91 203
Transferts à d'autres organisations		
Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada au Centre de recherches pour le développement international pour financer un essai clinique du vaccin contre l'Ebolavirus Soudan	Crédit 5c	(1 500 000)
Total des transferts		(1 408 797)
Total des dépenses budgétaires		10 606 734

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	28 117 817	10 631 131	38 748 948

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 161 277	32 400	9 193 677

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements à la société	280 004 519	510 000	1	280 514 520
Total des dépenses budgétaires	280 004 519	510 000	1	280 514 520

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 1c	1
---	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Bureau de l'Infrastructure du Canada à Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. pour des services professionnels liés aux consultants en inspection, aux études de programmes d'investissements et à l'expertise connexe	Crédit 1c	510 000
--	-----------	----------------

Total des transferts

510 000

Total des dépenses budgétaires

510 001

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	675 064 540	(7 850 000)	1 228 492	668 443 032
5c Dépenses en capital	52 240 998	7 500 000	.....	59 740 998
10c Subventions et contributions	740 050 579	(500 000)	8 500 000	748 050 579
Total des crédits	1 467 356 117	(850 000)	9 728 492	1 476 234 609
Total des postes législatifs	2 134 024 166	.....	227 971	2 134 252 137
Total des dépenses budgétaires	3 601 380 283	(850 000)	9 956 463	3 610 486 746

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à appuyer le Fonds d'action à la ferme pour le climat pour une agriculture durable afin de lutter contre les changements climatiques (budget fédéral de 2022)	Crédit 10c	5 000 000
Fonds destinés à la préparation, à la prévention et à la continuité commerciale dans le contexte de la peste porcine africaine (poste horizontal)	Crédit 1c	1 228 492
	Crédit 10c	3 500 000
Total		4 728 492

Total des crédits à adopter

9 728 492

Total des crédits législatifs

227 971

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour répondre aux besoins du Ministère en matière d'infrastructure et de projets d'immobilisations	Crédit 1c	(7 500 000)
	Crédit 5c	7 500 000
Total		.....

Réaffectation des ressources à l'interne provenant des contributions (600 000 \$) aux Subventions à l'appui du Programme de collaboration internationale	Crédit 10c
--	------------	--------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au ministère de l'Environnement pour appuyer la croissance verte dans le secteur de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Crédit 1c	(350 000)
Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour appuyer l'établissement d'un projet de transformation secondaire des produits laitiers à Terre-Neuve-et-Labrador	Crédit 10c	(500 000)

Total des transferts

(850 000)

Total des dépenses budgétaires

9 106 463

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui du programme de collaboration internationale	7 143 000	600 000	7 743 000
Contributions			
Contributions à l'appui du volet Mesures à la ferme pour le climat du programme Solutions agricoles pour le climat	95 347 500	5 000 000	100 347 500
Paiements de contribution pour le programme de préparation de l'industrie à la peste porcine africaine	.....	3 500 000	3 500 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70 377 520	227 971	70 605 491

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 393 300 173	(943 702)	50 659 854	1 443 016 325
5c Subventions et contributions	10 669 977 554	(13 989 668)	24 448 000	10 680 435 886
10c Radiation des dettes – Prêts canadiens aux étudiants et Prêts canadiens aux apprentis	.....	.....	227 472 139	227 472 139
Total des crédits	12 063 277 727	(14 933 370)	302 579 993	12 350 924 350
Total des postes législatifs	75 695 938 592	.....	1 190 902 123	76 886 840 715
Total des dépenses budgétaires	87 759 216 319	(14 933 370)	1 493 482 116	89 237 765 065
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	(205 643 530)	.....	(2 951 205)	(208 594 735)
Total des dépenses non budgétaires	(205 643 530)	.....	(2 951 205)	(208 594 735)

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la radiation des créances dues à la Couronne pour des prêts canadiens aux étudiants et prêts canadiens aux apprentis	Crédit 10c	227 472 139
Fonds destinés à augmenter la capacité à assumer la charge de travail liée à la Sécurité de la vieillesse	Crédit 1c	41 066 266
Fonds destinés à l'initiative Appuyer les communautés noires du Canada (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c Crédit 5c	448 330 24 448 000
Total		24 896 330
Fonds destinés à stabiliser la technologie de l'information afin d'appuyer la prestation de programmes	Crédit 1c	6 688 253
Fonds destinés aux mesures de contrôle solides et efficaces de prévention, de détection et d'application de la loi dans les programmes de prestations sociales du ministère	Crédit 1c	1 838 256
Fonds destinés à préparer les Canadiens pour l'avenir du travail grâce à la création d'une table consultative dirigée par les syndicats (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	618 749
Total des crédits à adopter		302 579 993
Total des crédits législatifs		1 190 902 123

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Services aux Autochtones et de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de l'Emploi et du Développement social pour l'Initiative de transformation de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 5c	2 616 987
--	-----------	------------------

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de l'Emploi et du Développement social pour appuyer la participation des Autochtones au Plan d'action pour l'inclusion des personnes en situation de handicap et à la Stratégie nationale sur l'autisme	Crédit 5c	400 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (7 500 000 \$) à la subvention intitulée Paiement unique pour les bénéficiaires du Supplément de revenu garanti ayant reçu des prestations de pandémie	Crédit 5c	.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au Bureau de l'infrastructure du Canada pour la plateforme de production de rapports sur les résultats du projet Vers un chez-soi	Crédit 1c	(943 702)
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 5c	(4 006 655)
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Services aux Autochtones pour la Stratégie d'emploi pour les jeunes Inuits et des Premières Nations	Crédit 5c	(13 000 000)
Total des transferts		(14 933 370)
Total des dépenses budgétaires		1 478 548 746
Dépenses non-budgétaires		
Total des crédits législatifs		(2 951 205)
Total des dépenses non-budgétaires		(2 951 205)

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Paiement unique pour les bénéficiaires du Supplément de revenu garanti ayant reçu des prestations de pandémie	740 000 000	7 500 000	747 500 000
Contributions			
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	401 379 207	24 848 000	426 227 207

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	51 854 000 000	1 121 000 000	52 975 000 000
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	15 435 000 000	49 000 000	15 484 000 000
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 296 269 205	(3 083 743)	1 293 185 462
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>)	1 050 000 000	(18 000 000)	1 032 000 000
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	491 473 134	84 905 093	576 378 227
Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	617 000 000	(73 000 000)	544 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	407 480 689	8 812 084	416 292 773
Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	199 577 385	36 648 052	236 225 437
Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	85 500 000	78 014 000	163 514 000
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>)	181 000 000	(30 000 000)	151 000 000
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	303 000 000	(161 959 000)	141 041 000
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	. . . . .	103 582 000	103 582 000
Paiements pour la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la <i>Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</i>	21 120 000	(5 778 000)	15 342 000
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	4 405 285	139 970	4 545 255
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	3 208 041	(258 114)	2 949 927
Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	660 000	940 000	1 600 000
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(1 342 358)	(60 219)	(1 402 577)
Non budgétaire			
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	12 271 209	(2 951 205)	9 320 004

Ministère de l'Environnement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 092 799 405	(6 316 769)	637 582	1 087 120 218
5b Dépenses en capital	147 051 665	.....	.....	147 051 665
10c Subventions et contributions	844 211 684	11 350 000	10 000 000	865 561 684
Total des crédits	2 084 062 754	5 033 231	10 637 582	2 099 733 567
Total des postes législatifs	155 831 383	.....	105 597	155 936 980
Total des dépenses budgétaires	2 239 894 137	5 033 231	10 743 179	2 255 670 547

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds de la nature pour la protection des forêts anciennes de la Colombie-Britannique (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1c	603 422
	Crédit 10c	5 000 000

Total		5 603 422
--------------	--	------------------

Fonds destinés à soutenir la Région des lacs expérimentaux (budget fédéral de 2022)	Crédit 10c	5 000 000
---	------------	------------------

Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1c	34 160
--	-----------	---------------

Total des crédits à adopter		10 637 582
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		105 597
--------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère de l'Environnement à l'appui du projet du Partenariat pour la mise en œuvre du marché du carbone	Crédit 10c	11 000 000
---	------------	-------------------

Transfert du ministère de l'Industrie au ministère de l'Environnement pour l'initiative Accélérateur net zéro	Crédit 1c	1 260 293
---	-----------	------------------

Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au ministère de l'Environnement pour appuyer la croissance verte dans le secteur de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Crédit 10c	350 000
---	------------	----------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne provenant des contributions (1 000 000 \$) aux Subventions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	Crédit 10c
---	------------	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour un règlement extrajudiciaire	Crédit 1c	(400 000)
---	-----------	------------------

Transfert du ministère de l'Environnement à la Société du Centre national des Arts pour la collaboration et le développement d'un programme culturel canadien pour la Convention de la diversité biologique des Nations Unies	Crédit 1c	(2 000 000)
Transfert du ministère de l'Environnement à Via Rail Canada Inc. pour financer les activités d'assainissement menées par Via Rail Canada Inc. dans le cadre du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux	Crédit 1c	(5 177 062)
Total des transferts		5 033 231
Total des dépenses budgétaires		15 776 410

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	10 282 500	1 000 000	11 282 500
Contributions			
Contributions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	16 000 000	10 000 000	26 000 000
Contributions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution	33 282 245	5 000 000	38 282 245
Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature	288 720 096	5 000 000	293 720 096
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	21 583 891	350 000	21 933 891

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	114 673 317	105 597	114 778 914

Ministère de l'Industrie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	643 020 527	(3 637 442)	16 183 576	655 566 661
5b	Dépenses en capital	74 234 965	(400 000)	.....	73 834 965
10c	Subventions et contributions	4 919 732 433	.....	8 900 000	4 928 632 433
Total des crédits		5 636 987 925	(4 037 442)	25 083 576	5 658 034 059
Total des postes législatifs		262 627 182	.....	2 469 813	265 096 995
Total des dépenses budgétaires		5 899 615 107	(4 037 442)	27 553 389	5 923 131 054
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires		800 000	.....	.....	800 000

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à renouveler le programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 1c	6 616 244
Fonds destinés à soutenir la croissance et le développement des grappes d'innovation mondiales du Canada (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	5 732 090
Fonds destinés aux programmes de recherche et opérations de Praxis Institut de la moelle épinière	Crédit 10c	4 900 000
Fonds destinés à l'expansion du Réseau de santé coordonné, accessible, national (budget fédéral de 2022)	Crédit 10c	4 000 000
Fonds destinés à la mise en œuvre des principaux éléments de la Charte canadienne du numérique (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1c	3 835 242
Total des crédits à adopter		25 083 576
Total des crédits législatifs		2 469 813

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne de la Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio (1 000 \$) et contributions (567 000 \$) à la Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques	Crédit 10c
--	------------	-------

Transferts à d'autres organisations			
Transfert du ministère de l'Industrie au ministère des Finances pour l'équipe de transition de l'Agence canadienne d'innovation et d'investissement	Crédit 1c		(377 149)
Transfert de diverses organisations au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour un règlement extrajudiciaire	Crédit 5b		(400 000)
Transfert du ministère de l'Industrie au ministère de l'Environnement pour l'initiative Accélérateur net zéro	Crédit 1c		(1 260 293)
Transfert du ministère de l'Industrie à Statistique Canada pour l'Enquête sur la commercialisation de la propriété intellectuelle dans le secteur de l'enseignement supérieur	Crédit 1c		(2 000 000)
Total des transferts			(4 037 442)
Total des dépenses budgétaires			23 515 947

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques	632 000	568 000	1 200 000
Contributions			
Contributions à Praxis Institut de la moelle épinière	.....	4 900 000	4 900 000
Contributions au Réseau de santé coordonné, accessible, national	.....	4 000 000	4 000 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75 175 309	2 469 813	77 645 122

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 331 662 054	(2 674 823)	114 258 179	2 443 245 410
5c Dépenses en capital	51 005 337	.....	1 955 712	52 961 049
10c Subventions et contributions	3 014 421 533	(2 825 009)	202 699 000	3 214 295 524
Total des crédits	5 397 088 924	(5 499 832)	318 912 891	5 710 501 983
Total des postes législatifs	256 680 308	.....	5 544 134	262 224 442
Total des dépenses budgétaires	5 653 769 232	(5 499 832)	324 457 025	5 972 726 425

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'approche en matière d'immigration adoptée en raison de la situation en Ukraine	Crédit 10c	170 000 000
Fonds destinés à offrir aux demandeurs d'asile un logement temporaire et des services de soutien	Crédit 1c	88 832 920
Fonds destinés à l'Accord Canada-Québec	Crédit 10c	29 699 000
Fonds destinés à faire avancer la modernisation des services de soutien à la clientèle (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	15 255 671
	Crédit 5c	1 955 712
Total		17 211 383
Fonds destinés à la lutte contre la migration irrégulière vers le Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	3 674 760
	Crédit 10c	3 000 000
Total		6 674 760
Fonds destinés à la stabilisation et à l'intégrité du système d'octroi de l'asile au Canada (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1c	6 494 828
Total des crédits à adopter		318 912 891
Total des crédits législatifs		5 544 134
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (30 000 000 \$) à la Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés (Ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor – Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 10c	.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour appuyer le groupe de travail chargé de la réinstallation des réfugiés afghans	Crédit 1c	(1 021 173)

Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada pour le Centre de soutien pour les transporteurs aériens	Crédit 1c	(1 653 650)
Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration au ministère des Ressources naturelles pour créer des stages et des possibilités de formation supplémentaires pour les jeunes dans le secteur des ressources naturelles	Crédit 10c	(2 825 009)
Total des transferts		(5 499 832)
Total des dépenses budgétaires		318 957 193

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés	369 035 458	200 000 000	569 035 458
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	697 030 000	29 699 000	726 729 000
Subvention pour le Programme de renforcement des capacités en matière de migration internationale	16 650 000	3 000 000	19 650 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	146 635 529	5 544 134	152 179 663

Ministère de la Défense nationale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	18 370 042 481	32 701 007	616 779 045	19 019 522 533
5c Dépenses en capital	5 958 764 666	(35 051 082)	20 253 212	5 943 966 796
10c Subventions et contributions	1 064 401 113	1 210 000	260 644 000	1 326 255 113
15 Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes	446 727 532	.....	.....	446 727 532
Total des crédits	25 839 935 792	(1 140 075)	897 676 257	26 736 471 974
Total des postes législatifs	1 659 541 509	.....	36 832 247	1 696 373 756
Total des dépenses budgétaires	27 499 477 301	(1 140 075)	934 508 504	28 432 845 730

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à fournir l'aide militaire à l'Ukraine	Crédit 1c	250 000 000
	Crédit 10c	250 000 000
Total		500 000 000
Fonds destinés à appuyer la contribution militaire du Canada à la Coalition mondiale de lutte contre Daech (opération IMPACT), aux mesures d'apaisement et de dissuasion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Europe centrale et orientale (opération REASSURANCE); et aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique (opération PRESENCE)	Crédit 1c	162 086 797
	Crédit 5c	5 732 000
Total		167 818 797
Fonds destinés à la modernisation du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord et des capacités de communications des Forces armées canadiennes (budget fédéral de 2021)	Crédit 1c	45 357 526
	Crédit 5c	11 760 719
Total		57 118 245
Fonds destinés à la mission militaire du Canada en Ukraine (opération UNIFIER) (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	45 541 580
	Crédit 5c	312 428
	Crédit 10c	10 644 000
Total		56 498 008
Financement destiné à un certain nombre d'investissements en immobilisations déjà approuvés et financés au titre du fonds d'investissement	Crédit 1c	55 000 000
Fonds destinés aux opérations de sécurité maritime et de lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient (opération ARTEMIS) (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	15 700 000

Fonds destinés à prolonger la durée du contrat pour un pétrolier ravitailleur d'escadre intérimaire	Crédit 1c	15 607 597
Fonds destinés à améliorer les services de santé à l'intention des femmes et d'autres membres des Forces armées canadiennes (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	12 179 192
Fonds destinés à soutenir le changement de culture dans les Forces armées canadiennes (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	8 769 026
Fonds destinés à la modernisation du système de justice militaire (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	2 278 550
	Crédit 5c	375 000
Total		2 653 550
Fonds destinés à la rémunération et aux avantages sociaux des Forces armées canadiennes	Crédit 1c	2 167 443
Fonds destinés à appuyer le Système d'alerte du Nord (budget fédéral de 2021)	Crédit 5c	2 073 065
Fonds destinés à appuyer la divulgation des dossiers des anciens combattants au ministère des Anciens Combattants	Crédit 1c	1 047 382
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 1c	514 000
Fonds destinés à la mise en œuvre de la <i>Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i> (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1c	453 865
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1c	76 087
Total des crédits à adopter		897 676 257
Total des crédits législatifs		36 832 247
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du Centre de la sécurité des télécommunications au ministère de la Défense nationale pour fournir un soutien satellite à l'Ukraine	Crédit 10c	1 210 000
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada au ministère de la Défense nationale pour l'aliénation de terrains à Chilliwack	Crédit 1c	300 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour la formation en apprentissage dans le cadre du Projet de navire de combat de surface canadien	Crédit 1c	35 000 000
	Crédit 5c	(35 000 000)
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour le Système de gestion de l'information et de l'administration de la justice	Crédit 1c	51 082
	Crédit 5c	(51 082)
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de diverses organisations au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour un règlement extrajudiciaire	Crédit 1c	(400 000)
Transfert du ministère de la Défense nationale au Centre de la sécurité des télécommunications pour la prestation de services de soutien à la gestion de l'information et aux technologies de l'information	Crédit 1c	(2 250 075)
Total des transferts		(1 140 075)
Total des dépenses budgétaires		933 368 429

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'opération Ukraine	750 000 000	261 854 000	1 011 854 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 321 783 656	29 633 485	1 351 417 141
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	336 665 353	7 198 762	343 864 115

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	50 182 643	.....	1 568 787	51 751 430
5c Subventions et contributions	507 565 790	.....	21 661 000	529 226 790
Total des crédits	557 748 433	.....	23 229 787	580 978 220
Total des postes législatifs	5 403 901	.....	338 858	5 742 759
Total des dépenses budgétaires	563 152 334	.....	23 568 645	586 720 979

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir le développement économique dans l'Ouest du Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	1 568 787
	Crédit 5c	15 554 000

Total **17 122 787**

Fonds destinés à l'Initiative canadienne de réserve de médicaments essentiels **6 107 000**

Total des crédits à adopter 23 229 787

Total des crédits législatifs 338 858

Total des dépenses budgétaires 23 568 645

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	220 262 851	21 661 000	241 923 851

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 403 901	338 858	5 742 759

Ministère de la Justice

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	305 439 993	(390 031)	5 002 013	310 051 975
5b Subventions et contributions	609 385 003	.....	.....	609 385 003
Total des crédits	914 824 996	(390 031)	5 002 013	919 436 978
Total des postes législatifs	85 479 331	.....	1 028 860	86 508 191
Total des dépenses budgétaires	1 000 304 327	(390 031)	6 030 873	1 005 945 169

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à appuyer les initiatives législatives et réglementaires dans l'ensemble du gouvernement	Crédit 1c	2 684 933
---	-----------	------------------

Fonds destinés à la mise en œuvre de la <i>Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i> (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1c	2 317 080
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		5 002 013
------------------------------------	--	------------------

Total des crédits législatifs		1 028 860
--------------------------------------	--	------------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère de la Justice et à Statistique Canada pour la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme	Crédit 1c	141 667
--	-----------	----------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de la Justice au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour le Bureau de l'interlocutrice spéciale indépendante pour les enfants disparus et les tombes et les sépultures anonymes en lien avec les pensionnats indiens : mobilisation des partenaires autochtones (septembre 2022)	Crédit 1c	(531 698)
---	-----------	------------------

Total des transferts		(390 031)
-----------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		5 640 842
---------------------------------------	--	------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	85 386 831	1 028 860	86 415 691

Ministère de la Santé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 427 307 502	(1 703 200)	176 644 041	1 602 248 343
5c Dépenses en capital	21 631 754	.....	2 396 452	24 028 206
10c Subventions et contributions	2 514 852 924	(66 000)	1 220 000	2 516 006 924
Total des crédits	3 963 792 180	(1 769 200)	180 260 493	4 142 283 473
Total des postes législatifs	1 953 810 712	.....	324 977 893	2 278 788 605
Total des dépenses budgétaires	5 917 602 892	(1 769 200)	505 238 386	6 421 072 078

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au renouvellement du cadre fédéral pour la légalisation et la réglementation du cannabis au Canada (poste horizontal) Crédit 1c 104 893 326

Crédit 5c 1 626 452

Total **106 519 778**

Fonds destinés à mettre en œuvre la prestation dentaire canadienne provisoire Crédit 1c **52 224 911**

Fonds destinés à continuer à améliorer l'accès aux produits thérapeutiques au moyen d'investissements dans le système réglementaire Crédit 1c **12 927 878**

Fonds destinés au Bureau de transition vers une Agence canadienne des médicaments Crédit 1c 4 254 213

Crédit 10c 1 220 000

Total **5 474 213**

Fonds destinés à la préparation du gouvernement fédérale aux urgences nucléaires Crédit 1c 2 343 713

Crédit 5c 770 000

Total **3 113 713**

Total des crédits à adopter **180 260 493**

Total des crédits législatifs **324 977 893**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de la Santé à l'appui de l'interopérabilité des dossiers de vaccins partout au Canada Crédit 10c **645 000**

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de la Santé pour appuyer l'élaboration et la mise à jour des codes médicaux normalisés liés aux vaccins utilisés dans les registres d'immunisation Crédit 10c **54 000**

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer le projet de recherche international de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur l'évaluation économique des avantages sociaux de la gestion des produits chimiques	Crédit 1c	(40 000)
Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer les activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques liées aux pesticides et aux biocides	Crédit 1c	(145 000)
Transfert du ministère de la Santé à l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer l'harmonisation et la normalisation de la formation sur les bonnes pratiques de fabrication à l'échelle internationale	Crédit 1c	(218 200)
Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones pour appuyer l'échange de connaissances autochtones sur l'aide médicale à mourir et les soins palliatifs	Crédit 10c	(765 000)
Transfert du ministère de la Santé à Statistique Canada pour faire avancer le module sur la santé buccodentaire de l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé à venir	Crédit 1c	(1 300 000)
Total des transferts		(1 769 200)
Total des dépenses budgétaires		503 469 186

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contribution à l'Institut canadien d'information sur la santé	97 324 479	1 000 000	98 324 479
Contribution à Inforoute Santé du Canada	47 580 000	919 000	48 499 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements pour les prestations dentaires en vertu de la <i>Loi sur la prestation dentaire</i>	. . . . .	298 500 000	298 500 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	113 132 156	26 477 893	139 610 049

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	254 501 811	.....	14 572 825	269 074 636
5c Subventions et contributions	3 042 962 697	.....	131 228 841	3 174 191 538
Total des crédits	3 297 464 508	.....	145 801 666	3 443 266 174
Total des postes législatifs	20 430 977	.....	1 350 285	21 781 262
Total des dépenses budgétaires	3 317 895 485	.....	147 151 951	3 465 047 436

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux coûts extraordinaires des services de police dans la région de la capitale nationale	Crédit 1c	154 600
	Crédit 5c	83 600 000
Total		83 754 600
Fonds destinés à soutenir l'appariement des dons recueillis par la Croix-Rouge canadienne en réponse à l'ouragan Fiona	Crédit 5c	26 000 000
Fonds destinés au Programme de subvention commémoratif pour les premiers répondants	Crédit 1c	398 768
	Crédit 5c	20 100 000
Total		20 498 768
Fonds destinés aux coûts extraordinaires liés au blocage du pont Ambassador	Crédit 1c	6 900 000
Fonds destinés à renforcer la capacité de gestion des urgences du gouvernement fédéral	Crédit 1c	5 043 945
Fonds destinés à soutenir l'appariement des dons recueillis par la Croix-Rouge canadienne en réponse aux inondations et aux feux de forêt de 2021 en Colombie-Britannique	Crédit 5c	1 528 841
Fonds destinés à renforcer la capacité de la sécurité de la recherche au Canada (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1c	874 526
Fonds destinés au renouvellement du cadre fédéral pour la légalisation et la réglementation du cannabis au Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	819 135
Fonds pour l'Initiative sur les services correctionnels communautaires destinés aux Autochtones	Crédit 1c	381 851
Total des crédits à adopter		145 801 666
Total des crédits législatifs		1 350 285
Total des dépenses budgétaires		147 151 951

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme de subvention commémoratif pour les premiers répondants	21 600 000	20 100 000	41 700 000
Contributions			
Programme de contribution pour les coûts extraordinaires des services de police de la capitale nationale	3 000 000	83 600 000	86 600 000
Contributions pour appuyer les efforts urgents de secours de la Croix-Rouge canadienne liés à la COVID-19, aux inondations et aux feux de forêt	8 008 351	27 528 841	35 537 192

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 338 477	1 350 285	21 688 762

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
(dollars)					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	2 065 826 688	133 158	34 198 538	2 100 158 384
5c	Dépenses en capital	231 000 343	.....	9 765 496	240 765 839
10c	Subventions et contributions	6 076 036 170	(12 712 419)	545 159 267	6 608 483 018
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	91 817 000	.....	.....	91 817 000
20c	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	2	.....	1	3
35b	Radiation de dettes – Prêts à l'affectation et les dépôts de garantie	66 907	.....	.....	66 907
Total des crédits		8 464 747 110	(12 579 261)	589 123 302	9 041 291 151
Total des postes législatifs		463 226 818	.....	6 609 568	469 836 386
Total des dépenses budgétaires		8 927 973 928	(12 579 261)	595 732 870	9 511 127 537
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L25	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	1	.....	.....	1
L30	Prêts – <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	201 000 000	.....	.....	201 000 000
Total des crédits		201 000 001	.....	.....	201 000 001
Total des postes législatifs		147 321 230	.....	.....	147 321 230
Total des dépenses non budgétaires		348 321 231	.....	.....	348 321 231

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à aider les pays en développement à faire face aux répercussions des changements climatiques	Crédit 10c	370 000 000
Fonds destinés à la Stratégie du Canada au Moyen-Orient (poste horizontal)	Crédit 1c	18 171 542
	Crédit 10c	47 659 159
Total		65 830 701

Financement destiné à un fonds d'intermédiation financière pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies	Crédit 10c	50 000 000
Fonds destinés à l'aide humanitaire en Afghanistan	Crédit 10c	41 250 000
Fonds destinés à la livraison d'équipement militaire non létal à l'Ukraine (budget fédéral de 2022)	Crédit 10c	18 000 000
Fonds pour couvrir les coûts additionnels liés aux indemnités de service extérieur et les paiements de quotes-parts	Crédit 1c	3 311 752
	Crédit 10c	6 837 717
Total		10 149 469
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 5c	9 093 106
Fonds destinés au programme CanExport (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	87 609
	Crédit 10c	6 912 391
Total		7 000 000
Fonds destinés à renforcer et à moderniser la capacité consulaire	Crédit 1c	5 722 656
	Crédit 5c	672 390
Total		6 395 046
Fonds destinés à la participation du Canada à l'Exposition universelle 2025 à Osaka	Crédit 1c	4 991 983
Fonds destinés à la lutte contre la migration irrégulière vers le Canada (poste horizontal)	Crédit 10c	4 500 000
Fonds destinés au renouvellement et à l'élargissement du Mécanisme de réponse rapide du G7 (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	1 785 829
Fonds destinés à renforcer la capacité de la sécurité de la recherche au Canada (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1c	127 167
Fonds destinés à autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 20c	1
Total des crédits à adopter		589 123 302
Total des crédits législatifs		6 609 568
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour appuyer le groupe de travail chargé de la réinstallation des réfugiés afghans	Crédit 1c	1 021 173
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (100 000 000 \$) aux Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	Crédit 10c	.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour soutenir les relations avec les universités	Crédit 1c	(400 000)
	Crédit 10c	400 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne relatives à l'effet de l'inflation sur les indemnités de service extérieur	Crédit 1c	795 174
	Crédit 10c	(795 174)
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à la Gendarmerie royale du Canada pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	Crédit 1c	(248 189)

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour le Conseil de la nation Ktunaxa, l'Alliance de la nation Okanagan et le Conseil tribal Shuswap afin de soutenir les activités de consultation et de mobilisation liées au Traité du fleuve Columbia	Crédit 1c	(1 035 000)
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la Stratégie emploi et compétences jeunesse	Crédit 10c	(1 317 245)
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère de l'Environnement à l'appui du projet du Partenariat pour la mise en œuvre du marché du carbone	Crédit 10c	(11 000 000)
Total des transferts		(12 579 261)
Total des dépenses budgétaires		583 153 609

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	3 925 969 559	202 450 000	4 128 419 559
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	9 470 000	19 059 159	28 529 159
Subventions à l'appui du Programme CanExport	28 880 181	6 912 391	35 792 572
Subventions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	136 715 738	6 400 000	143 115 738
Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	13 250 000	4 500 000	17 750 000
Contributions			
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	456 850 000	270 000 000	726 850 000
Contributions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	45 440 000	18 000 000	63 440 000
Paiements de quotes-parts aux organisations internationales :			
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – Administration civile (23 754 847 euros)	28 062 563	6 837 717	34 900 280
Contributions dans le domaine des relations avec les universités	6 112 627	400 000	6 512 627

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs (<i>Loi d'aide au développement international [institutions financières]</i>)	335 601 748	2 580 000	338 181 748
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	126 447 570	4 029 568	130 477 138

Ministère des Anciens Combattants

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 330 681 531	(43 856 000)	1 410 999	1 288 236 530
5c Subventions et contributions	4 223 694 997	43 856 000	96 016 000	4 363 566 997
Total des crédits	5 554 376 528	.....	97 426 999	5 651 803 527
Total des postes législatifs	51 670 792	.....	76 652	51 747 444
Total des dépenses budgétaires	5 606 047 320	.....	97 503 651	5 703 550 971

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux programmes et aux services axés sur la demande qui offrent un soutien aux anciens combattants admissibles et à leur famille	Crédit 5c	92 016 000
--	-----------	-------------------

Fonds destinés à soutenir l'Association du Centre Juno Beach	Crédit 5c	4 000 000
--	-----------	------------------

Fonds destinés à la gestion des mémoriaux de guerre à l'étranger et à des travaux de restauration essentiels	Crédit 1c	1 410 999
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		97 426 999
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		76 652
--------------------------------------	--	---------------

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne à la subvention intitulée Fonds d'urgence pour les vétérans	Crédit 1c	(200 000)
	Crédit 5c	200 000

Total	
-------	--	-------

Réaffectation des ressources à l'interne à la subvention intitulée Subvention pour le Programme de financement de la recherche	Crédit 1c	(200 000)
	Crédit 5c	200 000

Total	
-------	--	-------

Réaffectation des ressources à l'interne provenant des contributions (9 205 000 \$) à la subvention intitulée Indemnité pour souffrance et douleur pour les programmes et les services axés sur la demande qui offrent un soutien aux anciens combattants admissibles et à leur famille	Crédit 5c
---	-----------	-------

Réaffectation des ressources à l'interne à la subvention intitulée Indemnité pour souffrance et douleur pour les programmes et les services axés sur la demande qui offrent un soutien aux anciens combattants admissibles et à leur famille	Crédit 1c	(43 056 000)
	Crédit 5c	43 056 000

Total	
-------	--	-------

Réaffectation des ressources à l'interne à la subvention intitulée Subvention pour partenariats de commémoration	Crédit 1c	(400 000)
	Crédit 5c	400 000
Total		.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		97 503 651

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnité pour souffrance et douleur	1 313 254 000	192 903 000	1 506 157 000
Indemnité supplémentaire pour souffrance et douleur	202 779 000	25 181 000	227 960 000
Subvention pour partenariats de commémoration	1 200 000	4 400 000	5 600 000
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	5 000 000	1 500 000	6 500 000
Indemnités et allocations d'invalidité	888 000	618 000	1 506 000
Allocation pour études et formation	31 412 000	533 000	31 945 000
Indemnité pour blessure grave	1 400 000	400 000	1 800 000
Fonds d'urgence pour les vétérans	1 800 000	200 000	2 000 000
Subvention pour le Programme de financement de la recherche	2 000 000	200 000	2 200 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 381 292	76 652	51 457 944

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	59 931 349	.....	439 250	60 370 599
5b Subventions et contributions	260 087 038	.....	.....	260 087 038
Total des crédits	320 018 387	.....	439 250	320 457 637
Total des postes législatifs	7 079 471	.....	90 512	7 169 983
Total des dépenses budgétaires	327 097 858	.....	529 762	327 627 620

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'application de la *Loi sur l'évaluation d'impact* (poste horizontal) Crédit 1c **439 250**

Total des crédits à adopter **439 250**

Total des crédits législatifs **90 512**

Total des dépenses budgétaires **529 762**

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 986 971	90 512	7 077 483

Ministère des Finances

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
(dollars)					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses du programme	345 207 886	377 149	.....	345 585 035
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	1	.....	.....	1
15c	Autorisation pour le montant de l'aide sous forme d'octroi de fonds au fonds fiduciaire multidonateurs de la Banque mondiale pour l'Ukraine conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	.....	.....	1	1
Total des crédits		345 207 887	377 149	1	345 585 037
Total des postes législatifs		114 530 943 254	.....	3 296 909 030	117 827 852 284
Total des dépenses budgétaires		114 876 151 141	377 149	3 296 909 031	118 173 437 321
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L10	Autorisation d'établir le montant maximal payable à l'Association internationale de développement pour fournir une aide financière (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)	1	.....	.....	1
Total des crédits		1	.....	.....	1
Total des postes législatifs		2 311 709 000	.....	.....	2 311 709 000
Total des dépenses non budgétaires		2 311 709 001	.....	.....	2 311 709 001

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 15c	1
---	------------	---

Total des crédits à adopter	1
------------------------------------	----------

Total des crédits législatifs	3 296 909 030
--------------------------------------	----------------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Industrie au ministère des Finances pour l'équipe de transition de l'Agence canadienne d'innovation et d'investissement	Crédit 1c	377 149
---	-----------	---------

Total des transferts	377 149
-----------------------------	----------------

Total des dépenses budgétaires	3 297 286 180
---------------------------------------	----------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	19 638 000 000	6 610 000 000	26 248 000 000
Autres frais d'intérêts	5 112 000 000	(2 000 000)	5 110 000 000
Paiements à la Banque d'infrastructures du Canada	4 533 117 000	(2 463 470 000)	2 069 647 000
Paiements à la Banque mondiale – Fonds fiduciaire multidonateurs pour l'Ukraine	. . . . .	115 000 000	115 000 000
Subvention en vertu du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du FMI (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 8.1(2)</i>)	. . . . .	40 000 000	40 000 000
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(1 151 088 000)	(170 459 970)	(1 321 547 970)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(5 222 212 000)	(832 161 000)	(6 054 373 000)

Ministère des Pêches et des Océans

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 141 265 256	(1 328 662)	101 248 865	2 241 185 459
5c Dépenses en capital	1 471 504 349	.....	146 000	1 471 650 349
10c Subventions et contributions	964 910 037	244 482	2 250 000	967 404 519
Total des crédits	4 577 679 642	(1 084 180)	103 644 865	4 680 240 327
Total des postes législatifs	189 724 012	.....	1 675 316	191 399 328
Total des dépenses budgétaires	4 767 403 654	(1 084 180)	105 320 181	4 871 639 655

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'augmentation du coût du carburant dans les secteurs de l'aviation et de la marine	Crédit 1c	52 200 000
Fonds destinés au règlement d'un litige	Crédit 1c	22 600 363
Financement destiné au Programme des ports pour petits bateaux et au Fonds pour les engins fantômes afin d'appuyer les efforts de rétablissement des ports touchés par l'ouragan Fiona	Crédit 1c	8 190 784
	Crédit 10c	1 500 000
Total		9 690 784
Fonds destinés à appuyer le travail de la Commission des pêcheries des Grands Lacs (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	8 725 811
Fonds destinés à continuer de renforcer la protection de l'environnement et à répondre aux préoccupations soulevées par les groupes autochtones concernant le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain (poste horizontal)	Crédit 1c	4 479 870
Fonds destinés à lutter contre les espèces aquatiques envahissantes	Crédit 1c	1 412 938
	Crédit 5c	146 000
	Crédit 10c	750 000
Total		2 308 938
Réinvestissement des recettes versées par des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires	Crédit 1c	1 919 884
Fonds destinés à l'application de la <i>Loi sur l'évaluation d'impact</i> (poste horizontal)	Crédit 1c	1 719 215
Total des crédits à adopter		103 644 865
Total des crédits législatifs		1 675 316

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne à l'appui de la disposition de ports pour petits bateaux	Crédit 1c	(840 400)
	Crédit 10c	840 400

Total

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour un règlement extrajudiciaire	Crédit 1c	(400 000)
---	-----------	------------------

Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Ressources naturelles à l'appui de l'administration et de l'attribution du financement de la capacité aux groupes autochtones pour le Fonds de restauration de l'habitat aquatique	Crédit 1c	(88 262)
	Crédit 10c	(595 918)

Total **(684 180)**

Total des transferts (1 084 180)

Total des dépenses budgétaires 104 236 001

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui de la programmation d'aliénation des actifs	3 733 001	840 400	4 573 401
Contributions			
Contributions à l'appui de la gestion durable des pêches du Canada	67 748 764	1 500 000	69 248 764
Contributions à l'appui des espèces et de l'habitat aquatiques	213 360 484	154 082	213 514 566

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	189 631 512	1 675 316	191 306 828

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
		(dollars)			
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	5 085 062 059	(441 964)	38 553 307	5 123 173 402
5c	Dépenses en capital	546 670	3 773 662	.....	4 320 332
10c	Subventions et contributions	8 543 264 659	12 102 300	62 153 389	8 617 520 348
Total des crédits		13 628 873 388	15 433 998	100 706 696	13 745 014 082
Total des postes législatifs		35 484 619	.....	1 413 675	36 898 294
Total des dépenses budgétaires		13 664 358 007	15 433 998	102 120 371	13 781 912 376
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	25 903 000	.....	.....	25 903 000
Total des dépenses non budgétaires		25 903 000	.....	.....	25 903 000

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à verser un paiement anticipé à la Première Nation Okanagan	Crédit 10c	30 000 000
Fonds destinés à la poursuite des efforts visant à assurer la sécurité alimentaire dans les communautés isolées du Nord	Crédit 10c	20 000 000
Fonds destinés à la stabilisation des services internes	Crédit 1c	18 954 772
Fonds destinés à faciliter les négociations sur les droits fonciers issus de traités au Manitoba, à appuyer la mobilisation dans la réforme des revendications particulières et à mettre en œuvre l'entente Upimee asta Aski (poste horizontal)	Crédit 1c	15 000 000
	Crédit 10c	500 000
Total		15 500 000
Fonds destinés à améliorer la <i>Loi sur la gestion financière des Premières Nations</i>	Crédit 1c	728 898
	Crédit 10c	9 760 889
Total		10 489 787
Fonds destinés à l'élaboration conjointe d'un programme de leadership autochtone en matière de climat et à la mise en œuvre progressive de priorités climatiques autodéterminées (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	918 968
	Crédit 10c	1 100 000
Total		2 018 968
Fonds destinés à l'application de la <i>Loi sur l'évaluation d'impact</i> (poste horizontal)	Crédit 1c	1 498 964

Fonds destinés à appuyer les activités de la Première Nation Déné de Yellowknife pour entreprendre des recherches historiques et mobiliser la communauté (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	299 290
	Crédit 10c	750 000
Total		1 049 290
Fonds destinés aux règlements extrajudiciaires	Crédit 1c	870 477
Fonds destinés à établir une capacité de base pour soutenir la mise en œuvre de la Politique sur l'Inuit Nunangat	Crédit 1c	281 938
	Crédit 10c	42 500
Total		324 438
Total des crédits à adopter		100 706 696
Total des crédits législatifs		1 413 675
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert de l'Agence canadienne d'évaluation d'impact au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer le Cadre de gestion de l'environnement de la Première Nation de Tsawwassen	Crédit 10c	5 000 000
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 10c	4 006 655
Transfert de diverses organisations au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour un règlement extrajudiciaire	Crédit 1c	2 800 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour faire progresser l'éducation des adultes des Premières Nations	Crédit 10c	2 546 353
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour le Conseil de la nation Ktunaxa, l'Alliance de la nation Okanagan et le Conseil tribal Shuswap afin de soutenir les activités de consultation et de mobilisation liées au Traité du fleuve Columbia	Crédit 10c	1 035 000
Transfert du ministère de la Justice au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour le Bureau de l'interlocutrice spéciale indépendante pour les enfants disparus et les tombes et les sépultures anonymes en lien avec les pensionnats indiens : mobilisation des partenaires autochtones (septembre 2022)	Crédit 1c	531 698
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour permettre aux groupes autonomes et aux groupes signataires de traités modernes d'offrir des activités et des programmes liés à la santé	Crédit 10c	259 281
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer le bien-être mental dans les communautés inuites touchées par la pandémie de COVID-19	Crédit 10c	200 000
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord à l'appui des activités de mobilisation menées auprès de partenaires autochtones concernant l'examen de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>	Crédit 10c	55 011
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour compenser les pressions liées à la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	Crédit 1c	(3 773 662)
	Crédit 5c	3 773 662
Total		.....

Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord au ministère des Services aux Autochtones pour les activités d'infrastructure de l'organisme Mi'kmaw Kina'matnewey	Crédit 10c	(1 000 000)
Total des transferts		15 433 998
Total des dépenses budgétaires		117 554 369

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	4 876 046 941	30 000 000	4 906 046 941
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	1 975 071 653	11 012 289	1 986 083 942
Contributions			
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	131 342 123	20 000 000	151 342 123
Contributions servant à la prestation de services publics dans le cadre des programmes de Soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation	31 562 954	9 760 889	41 323 843
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	140 287 540	1 577 500	141 865 040
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, et promouvoir le développement scientifique	73 136 722	1 100 000	74 236 722
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	12 020 053	750 000	12 770 053
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	210 661 766	55 011	210 716 777

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 292 913	1 413 675	30 706 588

Ministère des Ressources naturelles

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	813 427 957	(4 324 154)	15 501 667	824 605 470
5c Dépenses en capital	52 071 025	.....	250 000	52 321 025
10c Subventions et contributions	2 499 894 562	2 733 343	1 400 000	2 504 027 905
Total des crédits	3 365 393 544	(1 590 811)	17 151 667	3 380 954 400
Total des postes législatifs	608 486 508	.....	1 748 256	610 234 764
Total des dépenses budgétaires	3 973 880 052	(1 590 811)	18 899 923	3 991 189 164

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux mesures d'efficacité visant à réduire les émissions des secteurs industriel et de la construction du Canada (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	10 058 898
	Crédit 5c	250 000
	Crédit 10c	900 000
Total		11 208 898

Fonds destinés à renouveler le Programme d'adaptation aux changements climatiques afin de renforcer la résilience du Canada face aux impacts des changements climatiques	Crédit 1c	3 523 862
	Crédit 10c	500 000
Total		4 023 862

Fonds destinés à continuer de renforcer la protection de l'environnement et à répondre aux préoccupations soulevées par les groupes autochtones concernant le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain (poste horizontal)	Crédit 1c	811 571
--	-----------	----------------

Fonds destinés à la mise en œuvre de la <i>Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i> (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1c	639 912
--	-----------	----------------

Financement destiné au Fonds de la nature pour la protection des forêts anciennes de la Colombie-Britannique (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1c	467 424
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter **17 151 667**

Total des crédits législatifs **1 748 256**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration au ministère des Ressources naturelles pour créer des stages et des possibilités de formation supplémentaires pour les jeunes dans le secteur des ressources naturelles	Crédit 10c	2 825 009
--	------------	------------------

Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Ressources naturelles à l'appui de l'administration et de l'attribution du financement de la capacité aux groupes autochtones pour le Fonds de restauration de l'habitat aquatique	Crédit 1c	88 262
	Crédit 10c	595 918
Total		684 180
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer le Programme pilote pour des quartiers plus verts	Crédit 1c	687 584
	Crédit 10c	(687 584)
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de diverses organisations au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour un règlement extrajudiciaire	Crédit 1c	(400 000)
Transfert du ministère des Ressources naturelles à l'Agence Parcs Canada pour un projet dans le cadre du programme 2 milliards d'arbres	Crédit 1c	(2 200 000)
Transfert du ministère des Ressources naturelles à l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario à l'appui d'un projet de raffinerie de cobalt	Crédit 1c	(2 500 000)
Total des transferts		(1 590 811)
Total des dépenses budgétaires		17 309 112

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	8 958 000	2 825 009	11 783 009
Contributions à l'appui des mesures d'accommodement pour le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain	12 458 471	595 918	13 054 389
Contributions à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques	.....	500 000	500 000
Contributions à l'appui de l'efficacité énergétique	22 974 962	212 416	23 187 378

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 714 038	1 748 256	69 462 294

Ministère des Services aux Autochtones

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	25 913 369 504	4 453 969	72 083 091	25 989 906 564
5c Dépenses en capital	8 817 279	2 236 031	.....	11 053 310
10c Subventions et contributions	18 000 602 539	4 700 280	692 039 922	18 697 342 741
Total des crédits	43 922 789 322	11 390 280	764 123 013	44 698 302 615
Total des postes législatifs	149 774 184	.....	1 818 158	151 592 342
Total des dépenses budgétaires	44 072 563 506	11 390 280	765 941 171	44 849 894 957

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à rembourser les Premières Nations et les fournisseurs de services de gestion des urgences pour les activités d'intervention et de rétablissement dans les réserves	Crédit 1c	13 858 012
	Crédit 10c	257 200 000
Total		271 058 012
Fonds destinés à la poursuite de la mise en œuvre du principe de Jordan	Crédit 1c	50 867 900
	Crédit 10c	120 000 000
Total		170 867 900
Fonds destinés au programme des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations	Crédit 10c	90 000 000
Fonds destinés à faire progresser l'éducation des adultes des Premières Nations	Crédit 1c	1 223 880
	Crédit 10c	68 400 000
Total		69 623 880
Fonds destinés à la mise en œuvre de l'Entente régionale en matière d'éducation avec le Conseil en éducation des Premières Nations du Québec (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	620 400
	Crédit 10c	49 231 300
Total		49 851 700
Fonds destinés aux Programmes urbains pour les peuples autochtones	Crédit 1c	426 100
	Crédit 10c	33 135 222
Total		33 561 322
Fonds destinés à renforcer l'emploi et les compétences des jeunes	Crédit 10c	33 400 000
Fonds destinés au Programme d'aide au revenu	Crédit 1c	272 468
	Crédit 10c	29 700 000
Total		29 972 468

Fonds destinés à faire progresser la mise en œuvre et l'opérationnalisation des lois sur les services aux enfants et aux familles autochtones	Crédit 10c	8 100 000
Fonds destinés à l'application de la <i>Loi sur l'évaluation d'impact</i> (poste horizontal)	Crédit 1c	4 678 731
	Crédit 10c	543 400
Total		5 222 131
Fonds destinés à aider les Premières Nations à se remettre de l'ouragan Fiona	Crédit 10c	2 000 000
Fonds destinés à faciliter les négociations sur les droits fonciers issus de traités au Manitoba, à appuyer la mobilisation dans la réforme des revendications particulières et à mettre en œuvre l'entente Upiméé Asta Askí (poste horizontal)	Crédit 1c	135 600
	Crédit 10c	330 000
Total		465 600
Total des crédits à adopter		764 123 013
Total des crédits législatifs		1 818 158
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Services aux Autochtones pour la Stratégie d'emploi pour les jeunes Inuits et des Premières Nations	Crédit 10c	13 000 000
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère des Services aux Autochtones pour l'Initiative nationale d'approvisionnement auprès des Autochtones	Crédit 10c	2 000 000
Transfert du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord au ministère des Services aux Autochtones pour les activités d'infrastructure de l'organisme Mi'kmaw Kina'matnewey	Crédit 10c	1 000 000
Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones pour appuyer l'échange de connaissances autochtones sur l'aide médicale à mourir et les soins palliatifs	Crédit 10c	765 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne provenant des contributions (3 000 000 \$) aux Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon pour le Programme d'aide au revenu dans les réserves	Crédit 10c	.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour les réparations au pont tournant de Walpole	Crédit 1c	(1 486 031)
	Crédit 5c	1 486 031
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne destinées à l'achat d'équipement de numérisation	Crédit 1c	(750 000)
	Crédit 5c	750 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer le Programme de gouvernance tripartite de la Colombie-Britannique en matière de santé	Crédit 1c	(5 000 000)
	Crédit 10c	5 000 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne provenant de la Subvention à l'appui de la nouvelle relation financière avec les Premières Nations régies par la <i>Loi sur les Indiens</i> (20 000 000 \$) à la Subvention pour le financement du soutien des bandes	Crédit 10c	.....
Réaffectation des ressources à l'interne destinées à l'Initiative : Les enfants inuits d'abord	Crédit 1c	12 000 000
	Crédit 10c	(12 000 000)
Total		.....

Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour permettre aux groupes autonomes et aux groupes signataires de traités modernes d'offrir des activités et des programmes liés à la santé	Crédit 10c	(259 281)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère du Patrimoine canadien pour promouvoir les activités et les célébrations de la Journée nationale des peuples autochtones	Crédit 1c	(310 000)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones et de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère de l'Emploi et du Développement social pour l'Initiative de transformation de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 10c	(2 259 086)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour faire progresser l'éducation des adultes des Premières Nations	Crédit 10c	(2 546 353)
Total des transferts		11 390 280
Total des dépenses budgétaires		777 331 451

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour le financement du soutien des bandes	168 348 961	20 000 000	188 348 961
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	17 000 000	3 000 000	20 000 000
Contributions			
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	452 558 668	257 200 000	709 758 668
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	2 322 352 523	115 084 947	2 437 437 470
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	2 347 221 468	106 780 033	2 454 001 501
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants, aux jeunes, aux jeunes adultes, aux familles et aux communautés	119 000 000	90 000 000	209 000 000
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	1 257 928 089	43 400 000	1 301 328 089
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	217 995 442	35 135 222	253 130 664
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	63 003 605	29 700 000	92 703 605
Contributions visant à appuyer les Initiatives de bien-être communautaire et en matière de compétence à l'intention des enfants et des familles	1 430 749 479	8 100 000	1 438 849 479
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	1 161 376 391	5 000 000	1 166 376 391
Contributions pour appuyer l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones	34 698 662	2 000 000	36 698 662
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	3 203 972 330	1 000 000	3 204 972 330
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	324 922 984	340 000	325 262 984

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	114 548 293	1 818 158	116 366 451

Ministère des Transports

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	898 257 427	(20 400 000)	27 109 553	904 966 980
5c Dépenses en capital	134 414 603	.....	26 737 963	161 152 566
10c Subventions et contributions	2 152 401 026	20 000 000	19 306 536	2 191 707 562
Total des crédits	3 185 073 056	(400 000)	73 154 052	3 257 827 108
Total des postes législatifs	241 398 026	.....	4 446 706	245 844 732
Total des dépenses budgétaires	3 426 471 082	(400 000)	77 600 758	3 503 671 840

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux activités liées aux systèmes d'aéronefs télépilotes et aux véhicules connectés et automatisés	Crédit 1c	13 582 839
	Crédit 10c	12 000 000
Total		25 582 839
Fonds destinés aux services de traversier dans l'Est du Canada	Crédit 5c	15 864 863
	Crédit 10c	7 306 536
Total		23 171 399
Fonds destinés à l'entretien des aéroports appartenant à la Couronne et du Port de Cap-aux-Meules	Crédit 1c	50 430
	Crédit 5c	10 873 100
Total		10 923 530
Fonds destinés à renforcer la résilience et l'efficacité des chaînes d'approvisionnement du Canada (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	7 341 946
Fonds destinés à accélérer le déploiement de véhicules routiers moyens et lourds à zéro émission dans le secteur des transports (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	3 400 620
Fonds destinés à continuer de renforcer la protection de l'environnement et à répondre aux préoccupations soulevées par les groupes autochtones concernant le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain (poste horizontal)	Crédit 1c	1 566 951
Fonds destinés à favoriser la mise en place d'une économie circulaire des plastiques au Canada (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	855 331
Fonds destinés à la réinstallation des réfugiés afghans (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	311 436
Total des crédits à adopter		73 154 052
Total des crédits législatifs		4 446 706

Transferts

Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne provenant des contributions (120 000 \$) aux Subventions à l'appui des transports propres	Crédit 10c	.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour soutenir les partenariats avec les Autochtones dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de protection des océans	Crédit 1c	(20 000 000)
	Crédit 10c	20 000 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de diverses organisations au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour un règlement extrajudiciaire	Crédit 1c	(400 000)
Total des transferts		(400 000)
Total des dépenses budgétaires		77 200 758

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui des transports propres	730 808	120 000	850 808
Contributions			
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	79 102 006	20 000 000	99 102 006
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	10 569 431	12 000 000	22 569 431
Programme de contributions aux services de traversier	35 587 824	7 306 536	42 894 360

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	104 749 041	4 446 706	109 195 747

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	3 128 905 495	(2 488 896)	13 334 589	3 139 751 188
5	Dépenses en capital	1 610 416 555	.....	.....	1 610 416 555
Total des crédits		4 739 322 050	(2 488 896)	13 334 589	4 750 167 743
Total des postes législatifs		164 092 224	.....	632 517	164 724 741
Total des dépenses budgétaires		4 903 414 274	(2 488 896)	13 967 106	4 914 892 484
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L10	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 50 000 000 \$ (Net)	1	.....	.....	1
Total des dépenses non budgétaires		1	.....	.....	1

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux coûts de locaux liés à l'administration des pensions de retraite	Crédit 1c	9 920 405
---	-----------	------------------

Fonds destinés au Programme des marchandises contrôlées	Crédit 1c	2 471 507
---	-----------	------------------

Fonds destinés aux augmentations de dépenses obligatoires relatives à des immeubles appartenant à l'État et à des locaux loués	Crédit 1c	942 677
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		13 334 589
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		632 517
--------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux à Services partagés Canada pour le remboursement lié à une réduction des exigences en matière de locaux découlant du regroupement de centres de données	Crédit 1c	(488 896)
--	-----------	------------------

Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère des Services aux Autochtones pour l'Initiative nationale d'approvisionnement auprès des Autochtones	Crédit 1c	(2 000 000)
---	-----------	--------------------

Total des transferts		(2 488 896)
-----------------------------	--	--------------------

Total des dépenses budgétaires		11 478 210
---------------------------------------	--	-------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	158 167 397	632 517	158 799 914

Ministère du Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	245 131 419	(332 000)	25 650 068	270 449 487
5c Subventions et contributions	2 096 246 233	310 000	9 500 000	2 106 056 233
Total des crédits	2 341 377 652	(22 000)	35 150 068	2 376 505 720
Total des postes législatifs	31 062 661	.....	759 155	31 821 816
Total des dépenses budgétaires	2 372 440 313	(22 000)	35 909 223	2 408 327 536

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux projets de commémoration en l'honneur de Sa Majesté la reine Elizabeth II	Crédit 1c	21 198 152
Fonds destinés aux « Muslims in Canada Archives » (budget fédéral de 2022) (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor – Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 5c	4 000 000
Fonds destinés au renouvellement de l'Initiative de citoyenneté numérique	Crédit 5c	4 000 000
Fonds destinés à la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	2 914 854
Fonds destinés à la chaire Jean Augustine en matière d'éducation, de communauté et de diaspora, à l'envoyé spécial pour la préservation de la mémoire de l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme, et au représentant spécial chargé de la lutte contre l'islamophobie (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	706 611
	Crédit 5c	1 500 000
Total		2 206 611
Fonds destinés à un système sportif diversifié au Canada	Crédit 1c	830 451
Total des crédits à adopter		35 150 068
Total des crédits législatifs		759 155

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère du Patrimoine canadien pour promouvoir les activités et les célébrations de la Journée nationale des peuples autochtones	Crédit 5c	310 000
Transfert de l'Agence Parcs Canada au ministère du Patrimoine canadien en compensation partielle pour le temps du personnel consacré au projet des Sciences du patrimoine culturel de Laboratoires Canada	Crédit 1c	72 500
Transfert de l'Agence Parcs Canada au ministère du Patrimoine canadien pour soutenir leur contribution à l'Association canadienne pour la conservation et la restauration des biens culturels	Crédit 1c	20 500

Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère de la Justice et à Statistique Canada pour la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme	Crédit 1c	(425 000)
Total des transferts		(22 000)
Total des dépenses budgétaires		35 887 223

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour appuyer l'initiative « Muslims in Canada Archives »	.....	4 000 000	4 000 000
Fonds dédiés à la chaire Jean Augustine en matière d'éducation, de communauté et de diaspora	.....	1 500 000	1 500 000
Contributions			
Contributions pour le Programme de contributions à la citoyenneté numérique	2 082 263	4 000 000	6 082 263
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	39 794 367	310 000	40 104 367

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 862 661	759 155	29 621 816

Musée national des sciences et de la technologie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	39 652 429	(49 565)	.....	39 602 864
Total des dépenses budgétaires	39 652 429	(49 565)	.....	39 602 864

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations à l'École de la fonction publique du Canada visant à favoriser l'accès à ses produits et services d'apprentissage commun	Crédit 1b	(49 565)
--	-----------	-----------------

Total des transferts

(49 565)

Total des dépenses budgétaires

(49 565)

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Autorisation à contracter des emprunts auprès d'autres personnes que Sa Majesté	1	1
Total des dépenses budgétaires	1	1

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 1c	1
---	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Total des dépenses budgétaires

1

Régie canadienne de l'énergie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	97 318 561	.....	9 202 073	106 520 634
Total des crédits	97 318 561	.....	9 202 073	106 520 634
Total des postes législatifs	10 807 653	.....	1 758 281	12 565 934
Total des dépenses budgétaires	108 126 214	.....	10 960 354	119 086 568

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'application de la *Loi sur l'évaluation d'impact* (poste horizontal) Crédit 1c **9 202 073**

Total des crédits à adopter **9 202 073**

Total des crédits législatifs **1 758 281**

Total des dépenses budgétaires **10 960 354**

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 807 653	1 758 281	12 565 934

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	378 068 057	1 216 553	1 860 409	381 145 019
5 Dépenses éventuelles du gouvernement	716 000 000	.....	.....	716 000 000
10c Initiatives pangouvernementales	140 733 422	.....	9 265 000	149 998 422
15b Rajustements à la rémunération	.....	.....	.....	.....
20c Assurances de la fonction publique	3 732 362 861	159 851	.....	3 732 522 712
25b Report du budget de fonctionnement	2 969 480	.....	.....	2 969 480
30c Besoins en matière de rémunération	482 494 021	.....	140 000 000	622 494 021
35 Report du budget des dépenses en capital	2 865 841	.....	.....	2 865 841
Total des crédits	5 455 493 682	1 376 404	151 125 409	5 607 995 495
Total des postes législatifs	37 256 424	.....	331 415	37 587 839
Total des dépenses budgétaires	5 492 750 106	1 376 404	151 456 824	5 645 583 334

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale	Crédit 30c	140 000 000
Fonds destinés à l'Initiative de modernisation des applications	Crédit 10c	9 265 000
Financement destiné à soutenir l'établissement d'un Fonds de santé mentale pour les fonctionnaires fédéraux des communautés noires (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	830 842
Fonds destinés à concevoir un nouveau cadre de formation linguistique inclusif pour la fonction publique fédérale	Crédit 1c	521 452
Fonds destinés à l'examen de la <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	486 378
Fonds destinés à appuyer la Transformation de la gestion financière	Crédit 1c	21 737
Total des crédits à adopter		151 125 409
Total des crédits législatifs		331 415

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de Services partagés Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le projet de gestion du portefeuille d'entreprise du gouvernement du Canada	Crédit 1c	1 281 415
Transfert de l'École de la fonction publique du Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor à l'appui d'une solution de gestion de l'identité et d'authentification unique	Crédit 1c	120 000
Transfert de Services partagés Canada et de la Commission de la fonction publique au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le Projet d'accélération des capacités	Crédit 1c	30 000

Transferts à l'interne			
Réaffectation des ressources à l'interne pour des rajustements à la rémunération	Crédit 1c		(159 851)
	Crédit 20c		159 851
Total			.....
Transferts à d'autres organisations			
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord à l'appui des activités de mobilisation menées auprès de partenaires autochtones concernant l'examen de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>	Crédit 1c		(55 011)
Total des transferts			1 376 404
Total des dépenses budgétaires			152 833 228

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	37 163 924	331 415	37 495 339

Service administratif des tribunaux judiciaires

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	100 132 929	(61 700)	2 878 070	102 949 299
Total des crédits	100 132 929	(61 700)	2 878 070	102 949 299
Total des postes législatifs	8 543 441	.....	239 430	8 782 871
Total des dépenses budgétaires	108 676 370	(61 700)	3 117 500	111 732 170

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux ressources judiciaires supplémentaires (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	2 007 791
Fonds destinés à la réponse au rapport de la Commission d'examen de la rémunération des juges de 2021	Crédit 1c	453 684
Fonds destinés au renforcement des capacités du Système de gestion des cours et du greffe	Crédit 1c	416 595
Total des crédits à adopter		2 878 070
Total des crédits législatifs		239 430
Transferts		
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du Service administratif des tribunaux judiciaires à la Gendarmerie royale du Canada pour l'exécution de vérifications de dossiers pour les services d'application de la loi	Crédit 1c	(61 700)
Total des transferts		(61 700)
Total des dépenses budgétaires		3 055 800

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 543 441	239 430	8 782 871

Service canadien du renseignement de sécurité

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	628 857 367	.....	6 357 287	635 214 654
Total des crédits	628 857 367	.....	6 357 287	635 214 654
Total des postes législatifs	56 468 306	.....	800 512	57 268 818
Total des dépenses budgétaires	685 325 673	.....	7 157 799	692 483 472

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la Stratégie du Canada au Moyen-Orient (poste horizontal)

Crédit 1c

6 357 287

Total des crédits à adopter

6 357 287

Total des crédits législatifs

800 512

Total des dépenses budgétaires

7 157 799

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 468 306	800 512	57 268 818

Service correctionnel du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	2 804 218 517	4 618 534	.....	2 808 837 051
5 Dépenses en capital	260 117 926	(4 618 534)	.....	255 499 392
Total des crédits	3 064 336 443	.....	.....	3 064 336 443
Total des postes législatifs	267 028 328	.....	.....	267 028 328
Total des dépenses budgétaires	3 331 364 771	.....	.....	3 331 364 771

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour le Système de gestion des délinquants	Crédit 1c	4 618 534
	Crédit 5	(4 618 534)

Total

Total des transferts

Total des dépenses budgétaires

Service de protection parlementaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	89 504 130	.....	4 911 703	94 415 833
Total des crédits	89 504 130	.....	4 911 703	94 415 833
Total des postes législatifs	11 245 736	.....	736 756	11 982 492
Total des dépenses budgétaires	100 749 866	.....	5 648 459	106 398 325

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la sécurité sur la Colline du Parlement

Crédit 1c

4 911 703

Total des crédits à adopter

4 911 703

Total des crédits législatifs

736 756

Total des dépenses budgétaires

5 648 459

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 245 736	736 756	11 982 492

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 424 280 633	(15 108 109)	.....	2 409 172 524
5a Dépenses en capital	353 728 527	.....	.....	353 728 527
Total des crédits	2 778 009 160	(15 108 109)	.....	2 762 901 051
Total des postes législatifs	117 709 463	.....	.....	117 709 463
Total des dépenses budgétaires	2 895 718 623	(15 108 109)	.....	2 880 610 514

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux à Services partagés Canada pour le remboursement lié à une réduction des exigences en matière de locaux découlant du regroupement de centres de données	Crédit 1c	488 896
--	-----------	----------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de Services partagés Canada et de la Commission de la fonction publique au Secrétariat du Conseil du Trésor pour appuyer le Projet d'accélération des capacités	Crédit 1c	(20 000)
---	-----------	-----------------

Transfert de Services partagés Canada à Statistique Canada pour le Recensement de la population de 2021	Crédit 1c	(1 100 000)
---	-----------	--------------------

Transfert de Services partagés Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor pour le projet de gestion du portefeuille d'entreprise du gouvernement du Canada	Crédit 1c	(1 281 415)
--	-----------	--------------------

Transfert de Services partagés Canada au Centre de la sécurité des télécommunications pour appuyer l'exploitation et le développement du projet Communications sécurisées pour l'Initiative nationale de leadership	Crédit 1c	(3 092 001)
---	-----------	--------------------

Transfert de Services partagés Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour le Programme de protection des passagers amélioré	Crédit 1c	(4 700 000)
--	-----------	--------------------

Transfert de Services partagés Canada au Centre de la sécurité des télécommunications à l'appui du projet de gestion de l'information et des incidents de sécurité	Crédit 1c	(5 403 589)
--	-----------	--------------------

Total des transferts		(15 108 109)
-----------------------------	--	---------------------

Total des dépenses budgétaires		(15 108 109)
---------------------------------------	--	---------------------

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	4 287 980 429	1 317 245	11 800 000	4 301 097 674
Total des crédits	4 287 980 429	1 317 245	11 800 000	4 301 097 674
Total des postes législatifs	.....	.....	1 105 500 000	1 105 500 000
Total des dépenses budgétaires	4 287 980 429	1 317 245	1 117 300 000	5 406 597 674
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	(164 412 879)	.....	.....	(164 412 879)
Total des dépenses non budgétaires	(164 412 879)	.....	.....	(164 412 879)

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à mettre en œuvre le volet Logements abordables plus écologiques du Canada du Programme de prêts pour des maisons plus vertes du Canada (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	9 300 000
---	-----------	------------------

Fonds destinés à mettre en œuvre la Charte des droits des acheteurs d'une propriété (budget fédéral de 2022)	Crédit 1c	2 500 000
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		11 800 000
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		1 105 500 000
--------------------------------------	--	----------------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la Stratégie emploi et compétences jeunesse	Crédit 1c	1 317 245
---	-----------	------------------

Total des transferts		1 317 245
-----------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		1 118 617 245
---------------------------------------	--	----------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiement unique à titre de prestation pour logement locatif et à l'exécution et au contrôle d'application de la <i>Loi sur la prestation pour logement locatif</i>	1 105 500 000	1 105 500 000

Société du Centre national des Arts

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	64 292 417	1 926 860	.....	66 219 277
Total des dépenses budgétaires	64 292 417	1 926 860	.....	66 219 277

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Environnement à la Société du Centre national des Arts pour la collaboration et le développement d'un programme culturel canadien pour la Convention de la diversité biologique des Nations Unies	Crédit 1c	2 000 000
---	-----------	------------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de diverses organisations à l'École de la fonction publique du Canada visant à favoriser l'accès à ses produits et services d'apprentissage commun	Crédit 1c	(73 140)
--	-----------	-----------------

Total des transferts

1 926 860

Total des dépenses budgétaires

1 926 860

Statistique Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	565 494 492	4 683 333	18 764 063	588 941 888
Total des crédits	565 494 492	4 683 333	18 764 063	588 941 888
Total des postes législatifs	88 455 441	.....	614 739	89 070 180
Total des dépenses budgétaires	653 949 933	4 683 333	19 378 802	678 012 068

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au Recensement de la population de 2021	Crédit 1c	16 487 253
Fonds destinés à la modernisation des Opérations des enquêtes statistiques	Crédit 1c	2 276 810

Total des crédits à adopter **18 764 063**

Total des crédits législatifs **614 739**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Industrie à Statistique Canada pour l'Enquête sur la commercialisation de la propriété intellectuelle dans le secteur de l'enseignement supérieur	Crédit 1c	2 000 000
Transfert du ministère de la Santé à Statistique Canada pour faire avancer le module sur la santé buccodentaire de l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé à venir	Crédit 1c	1 300 000
Transfert de Services partagés Canada à Statistique Canada pour le Recensement de la population de 2021	Crédit 1c	1 100 000
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère de la Justice et à Statistique Canada pour la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme	Crédit 1c	283 333

Total des transferts **4 683 333**

Total des dépenses budgétaires **24 062 135**

Énumération des autorisations législatives

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	88 455 441	614 739	89 070 180

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	11 240 962	.....	2 524 732	13 765 694
Total des crédits	11 240 962	.....	2 524 732	13 765 694
Total des postes législatifs	1 350 518	.....	448 338	1 798 856
Total des dépenses budgétaires	12 591 480	.....	2 973 070	15 564 550

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à répondre à une augmentation de la demande des services de révision et d'appel Crédit 1c **2 524 732**

Total des crédits à adopter **2 524 732**

Total des crédits législatifs **448 338**

Total des dépenses budgétaires **2 973 070**

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 350 518	448 338	1 798 856

VIA Rail Canada Inc.**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements à la société	1 091 193 735	5 177 062	.....	1 096 370 797
Total des dépenses budgétaires	1 091 193 735	5 177 062	.....	1 096 370 797

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts**

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Environnement à Via Rail Canada Inc. pour financer les activités d'assainissement menées par Via Rail Canada Inc. dans le cadre du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux

Crédit 1c

5 177 062**Total des transferts****5 177 062****Total des dépenses budgétaires****5 177 062**

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2022-2023

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		27 615 848
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PACIFIQUE CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	2 181 334	
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	19 305 223	
			21 486 557
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	30 270 996	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions	2 395 000	
			32 665 996
	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		827 893
	AGENCE PARCS CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.		7 474 472

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10c	<p>BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA</p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>		7 279 352
1c	<p>BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ</p> <p>– Dépenses du programme, y compris :</p> <p>a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues;</p> <p>b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête;</p> <p>c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre.</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la formation en matière d'analyse du renseignement;</p> <p>b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		2 773 222
1c	<p>CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS</p> <p>– Dépenses du programme</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p>		4 199 870
1c	<p>COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE</p> <p>– Dépenses du programme</p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>		3 580 800
1c	<p>COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE</p> <p>– Dépenses du programme</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p>		1 432 258
1c	<p>CONSEIL CANADIEN DES NORMES</p> <p>– Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i></p>		1 772 633

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
1c	– Dépenses de fonctionnement	1 309 954	
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	11 960 022	
			13 269 976
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		21 705 225
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement	34 142 906	
5c	– Dépenses en capital	25 400 000	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1	
	– Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour le Télescope de trente mètres		
			59 542 907
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	151 022 586	
5c	– Dépenses en capital	12 713 494	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1	
	– Contributions		
			163 736 081
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement	152 000	
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	11 831 131	
			11 983 131
	LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INC.		
1c	– Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus – exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves – relativement à l'exploitation du pont Jacques-Cartier, de l'estacade du pont Champlain, du tunnel Melocheville, du pont de contournement de l'Île des Sœurs et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure et à la déconstruction du pont Champlain d'origine – Paiements à la société pour la fourniture de services de soutien au Bureau de l'infrastructure du Canada à l'égard de projets au Québec		1
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des	1 228 492	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE (<i>suite et fin</i>)</p> <p>dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche;</p> <p>b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires;</p> <p>c) l'administration du programme « Agri-stabilité »;</p> <p>d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
10c	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	8 500 000	
			9 728 492
	<p>MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL</p>		
1c	<p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i></p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail;</p> <p>b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi;</p> <p>c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;</p> <p>d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	50 659 854	
5c	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	24 448 000	
10c	<p>– Radiation, au titre du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, de 23 142 dettes relatives à des prêts d'études octroyés au titre de la</p>	227 472 139	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL (<i>suite et fin</i>) <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants, et de la Loi sur les Prêts aux apprentis</i> dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 227 472 139 \$		302 579 993
	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment : a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f) les permis; g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	637 582	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	10 000 000	10 637 582
	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;	16 183 576	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE (suite et fin)		
10c	b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications; c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites; d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ; e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	8 900 000	
			25 083 576
	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	114 258 179	
5c	– Dépenses en capital	1 955 712	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	202 699 000	
			318 912 891
	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 52 571 272 691 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 28 418 149 125 \$ deviendra payable dans les années à venir) – Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve	616 779 045	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE <i>(suite et fin)</i></p> <p>des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom</p> <p>– Paiements effectués dans le cadre :</p> <p>a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada;</p> <p>b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor.</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du ROi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5c	– Dépenses en capital	20 253 212	
10c	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris :</p> <p>a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour :</p> <p>(i) la fourniture de biens ou de services,</p> <p>(ii) l'utilisation d'installations;</p> <p>b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i>, pour :</p> <p>(i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense,</p> <p>(ii) la fourniture de services aux fins de défense,</p> <p>(iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.</p>	260 644 000	
1c	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au</p>	1 568 787	897 676 257

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5c	<p>MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN (<i>suite et fin</i>)</p> <p>prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	21 661 000	23 229 787
1c	<p>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux;</p> <p>b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales;</p> <p>c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		5 002 013
1c	<p>MINISTÈRE DE LA SANTÉ</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation;</p> <p>b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés :</p> <p>a) le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice;</p> <p>b) le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes;</p> <p>c) le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> du ministère</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres</p>	176 644 041	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA SANTÉ <i>(suite et fin)</i>		
	d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5c	– Dépenses en capital	2 396 452	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	1 220 000	
			180 260 493
	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Dépenses en capital – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	14 572 825	
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	131 228 841	
			145 801 666
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT		
1c	– Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux – Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes – Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur,	34 198 538	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT (<i>suite et fin</i>)</p> <p>(ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5c	– Dépenses en capital	9 765 496	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale.	545 159 267	
20c	– Aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2022-2023, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , ne dépasse pas 338 181 748 \$	1	
			589 123 302
	<p>MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS</p>		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics – Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars	1 410 999	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS (<i>suite et fin</i>)		
5c	inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions	96 016 000	
			97 426 999
	MINISTÈRE DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		439 250
	MINISTÈRE DES FINANCES		
15c	– Aide financière fournie par le ministre des Finances, en vertu du paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , sous forme d'octroi de fonds pour le fonds fiduciaire multidonateurs de la Banque mondiale pour l'Ukraine constitué par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et l'Association internationale de développement, n'excédant pas, au total, 115 000 000 dollars canadiens pour l'exercice 2022-2023		1
	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches – Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches – Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés – Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de la Garde côtière canadienne; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au	101 248 865	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS <i>(suite et fin)</i>		
5c	prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Dépenses en capital	146 000	
10c	– Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités – Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	2 250 000	
			103 644 865
	MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci – Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	38 553 307	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	62 153 389	
			100 706 696
	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la vente de produits d'information et de produits forestiers; b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ; c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés	15 501 667	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES (<i>suite et fin</i>)</p> <p>à l'alinéa b);</p> <p>d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;</p> <p>e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5c	– Dépenses en capital	250 000	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 400 000	
	– Contributions		17 151 667
	<p>MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES</p>		
1c	– Dépenses de fonctionnement	72 083 091	
	– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	– Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	– Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	– Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	692 039 922	
	– Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services		764 123 013

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES TRANSPORTS		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation d’engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l’exercice d’une compétence en matière d’aéronautique – Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l’aéronautique</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	27 109 553	
5c	– Dépenses en capital	26 737 963	
10c	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions 	19 306 536	
			73 154 052
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables liées à l’application du <i>Régime de pensions du Canada</i>, de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l’administration des biens saisis</i> – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l’exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 		13 334 589
	MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de 	25 650 068	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN (suite et fin)		
	celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens;		
	b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »;		
	c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	9 500 000	
			35 150 068
	OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE		
1c	Il est entendu que, pour l'application de l'alinéa 101(1)b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce est autorisé à contracter des emprunts auprès d'autres personnes que Sa Majesté		1
	RÉGIE CANADIENNE DE L'ÉNERGIE		
1c	– Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		9 202 073
	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
1c	– Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 860 409	
10c	Initiatives pangouvernementales – Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans	9 265 000	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (<i>suite et fin</i>)		
30c	l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique Besoins en matière de rémunération – Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour : a) des prestations parentales et de maternité; b) des versements liés à la cessation de service ou d'emploi; c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.	140 000 000	
			151 125 409
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
1c	– Dépenses du programme		2 878 070
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
1c	– Dépenses du programme		6 357 287
	SERVICE DE PROTECTION PARLEMENTAIRE		
1c	– Dépenses du programme – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités		4 911 703
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
1c	– Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ; b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> .		11 800 000
	STATISTIQUE CANADA		
1c	– Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		18 764 063
	TRIBUNAL DES ANCIENS COMBATTANTS (RÉVISION ET APPEL)		
1c	– Dépenses du programme		2 524 732
			4 302 076 812

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1c	<p style="text-align: center;">AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence. 		40 858 545
1c	<p style="text-align: center;">AGENCE DU REVENU DU CANADA</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 		337 177 267
			378 035 812